

**INSTITUTION DE PREVOYANCE  
DES EMPLOYES DES COMMISSAIRES DE JUSTICE**



**SFCR**

**Rapport sur la Solvabilité  
et la Situation Financière**

**EXERCICE 2023**

**Paris, le 4 avril 2024**

**Signataires**

Alain Bighelli, Président

Julien Prézeau, Vice-président

Isa Marzano, Directrice générale

Jérémy Margat, Directeur  
général délégué



## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| Synthèse .....   | 5         |
| A. ACTIVITE ET RESULTATS .....   | 6         |
| <b>A.1. Activité.....</b>  | <b>6</b>  |
| <b>A.2. Résultats de souscription .....</b>                                  | <b>8</b>  |
| <b>A.3. Résultats des investissements .....</b>                              | <b>9</b>  |
| <b>A.4. Résultats des autres activités .....</b>                             | <b>10</b> |
| <b>A.5. Autres informations.....</b>   | <b>10</b> |
| B. Système de Gouvernance.....   | 11        |
| <b>B.1. Informations générales sur le système de gouvernance .....</b>       | <b>11</b> |
| <b>B.2. Exigences de compétences et d'honorabilité.....</b>                  | <b>17</b> |
| <b>B.3. Système de gestion des risques, y compris dispositif ORSA.....</b>   | <b>19</b> |
| <b>B.4. Système de de contrôle interne .....</b>                             | <b>26</b> |
| <b>B.5. Fonction Audit Interne .....</b>                                     | <b>29</b> |
| <b>B.6. Fonction actuarielle .....</b>                                       | <b>30</b> |
| <b>B.7. Sous-traitance.....</b>  | <b>32</b> |
| <b>B.8. Autres informations .....</b>  | <b>33</b> |
| C. Profil de risques.....  | 34        |
| <b>C.1. Evaluation S2 : Rappel des principales formules .....</b>            | <b>36</b> |
| <b>C.2. Risque de souscription .....</b>                                     | <b>36</b> |
| <b>C.3. Risque de marché .....</b>   | <b>45</b> |
| <b>C.4. Risque de crédit .....</b>   | <b>51</b> |
| <b>C.5. Risque de liquidité .....</b>  | <b>53</b> |
| <b>C.6. Risque opérationnel .....</b>  | <b>54</b> |
| <b>C.7. Autres risques importants .....</b>                                  | <b>56</b> |
| <b>C.8. Autres informations .....</b>  | <b>56</b> |
| D. Valorisation à des fins de solvabilité.....                               | 57        |
| <b>D.1. Actifs.....</b>  | <b>57</b> |
| <b>D.2. Provisions techniques .....</b>                                      | <b>59</b> |
| <b>D.3. Autres passifs .....</b>   | <b>65</b> |
| <b>D.4. Méthodes de valorisation alternatives .....</b>                      | <b>66</b> |
| <b>D.5. Autres informations.....</b>   | <b>66</b> |
| E. Gestion des fonds propres .....   | 67        |
| <b>E.1. Fonds propres .....</b>  | <b>67</b> |
| <b>E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis .....</b> | <b>68</b> |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis .....</b> | <b>71</b> |
| <b>E.4. Différence entre la formule standard et tout modèle interne utilisé .....</b>  | <b>71</b> |
| <b>E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis.....</b>                              | <b>72</b> |
| <b>E.6. Autres informations .....</b>  | <b>72</b> |



## Préambule

---

Le présent document constitue le **Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière (SFCR)** de l'Institution de Prévoyance CARCO (ci-après IP CARCO ou CARCO) créée en 1961.

Ce rapport vise à présenter au superviseur les données comptables et prudentielles de l'Institution sur l'exercice 2023 et à expliquer de manière détaillée son système de Gouvernance.

A cet effet, le SFCR décrit l'évolution de l'IP CARCO sur :

- Ses résultats comptables et financiers,
- Ses ratios de couverture et de fonds propres,
- Ses Statuts et ses Règlements,
- Son système de Gouvernance,
- Son activité Prévoyance,
- Ses supports (Ressources humaines, comptables, informatiques...),
- Ses travaux avec les partenaires sociaux (Chambre Nationale des Commissaires de Justice),
- Ses échanges avec l'ACPR,
- Son profil de risques,
- Ses évolutions en termes de réassurance.

Il reprend pour données N-1 les résultats 2022 présentés dans le SFCR 2022, approuvé en Conseil d'Administration. Les évaluations étaient réalisées dans un contexte différent puisqu'au cours de l'année 2023, les activités de retraite et d'allocations de fin de carrière ont été transférées dans un FRPS avec effet rétroactif au 1er janvier 2023.

L'évaluation 2023 de la solvabilité sous la norme Solvabilité II est donc la première réalisée dans ce contexte.

Ce rapport est écrit en application :

- De la directive 2009/138/CE, article 51 à 56 qui définit les informations à fournir à destination du public,
- Du règlement délégué de la CE du 14/10/2014 : articles 290 à 298, qui définissent la structure et la nature des informations à inclure dans ce rapport,
- Des orientations de l'EIOPA sur la communication d'informations et les informations à destination du public (EIOPA-BoS-15/109 FR), qui fournissent des détails supplémentaires sur les informations à produire.

En cohérence avec la réglementation Solvabilité II, l'Institution évalue sa solvabilité en intégrant dans son bilan une valorisation du FRPS soumise à des risques de marchés détaillés dans cette note. La valorisation du FRPS fait l'objet d'une note dédiée.

Le présent rapport a été présenté et validé lors du Conseil d'Administration du 4 avril 2024.



## Synthèse

---

L'exercice 2023 de l'Institution de prévoyance CARCO a été marqué par de nombreux faits significatifs, impactant le présent rapport tant sur sa situation financière et sa solvabilité que sur les aspects de gouvernance.

Il a notamment été déposé en juin 2023 un dossier en vue de l'obtention d'un agrément FRPS et de l'autorisation de transférer les activités de Retraite supplémentaire et d'Allocations de fin de carrière au sein de ce Fonds. Cette demande, initiée en 2022, fait notamment suite au Plan de redressement auquel a répondu l'Institution en mars 2023. Les agréments ont été délivrés par l'Autorité de contrôle et publiés le 20 décembre 2023.

La prise en compte du transfert des activités de retraite et AFC et la constitution des Fonds Propres du FRPS (pris sur les actifs de l'Institution), ont eu pour conséquence le transfert des risques assurantiels anciennement portés par l'Institution dans le FRPS. Le BSCR de l'Institution diminue ainsi de 89% (de 91,8M€ à 10,3 M€), du fait de la baisse des portefeuilles financiers et immobiliers et du transfert d'une partie importante de l'activité Vie (SCR avant retraitement en baisse de plus de 80% sur ces risques).

Les Fonds Propres de l'Institution s'élèvent à 31,5 M€ (en valorisation solvabilité 2), en baisse du fait d'une régularisation des frais prélevés sur la contribution additionnelle de 2,8 M€ en faveur du régime de retraite, au titre des exercices 2019 à 2022. Par ailleurs, les comptes de l'Institution intègrent désormais dans son provisionnement une revalorisation de rentes selon les hypothèses prises en matière de revalorisation des salaires dans la profession de commissaires de justice. Cette revalorisation a un impact de +6 M€ sur les provisions mathématiques. Ces modifications font suite à la demande de l'Autorité de contrôle, et notamment du contrôle sur place qui s'est déroulé entre mars et juillet 2023.

Ce contrôle sur place a entraîné l'émission d'une lettre de suite et d'une procédure disciplinaire, auxquelles la CARCO a répondu début 2024. Les principales observations ont été prises en compte par l'ensemble des membres de la Gouvernance et font l'objet de plans d'actions et de mesures renforcées en 2024.

Le profil de risque de l'Institution est par conséquent modifié en 2023, ce SFCR ne tenant compte désormais plus que de l'activité Prévoyance et des risques associés. Ainsi au 31 décembre 2023, le ratio de solvabilité de l'Institution de Prévoyance CARCO s'établit à 294% (contre 191 % fin 2022).



## **A. ACTIVITE ET RESULTATS**

---

### **A.1. Activité**

Née de la volonté des partenaires sociaux de la Convention Collective des employés d'Huissiers de Justice (CCN), l'Institution de prévoyance CARCO est un organisme paritaire à but non lucratif relevant du code de la sécurité sociale, agréée pour pratiquer les opérations d'assurances relevant des Branches 1, 2 et 20. Les agréments des branches 1 et 2 ont été obtenus le 20/12/2023.

La CARCO distribue depuis 1992 un contrat de Prévoyance collective qui intègre les garanties décès, incapacité et invalidité.

Jusqu'en 2022, l'Institution a géré un régime de Retraite professionnelle par capitalisation collective, de et un régime d'Allocation de fin de carrière. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, ces activités ont été transférés dans un Fonds de Retraite Professionnel Supplémentaire (FRPS) détenu à 100% par la CARCO. Une entité juridique distincte avait ainsi été créée en 2022 pour porter cette activité.

L'activité de la CARCO est dédiée aux salariés et retraités de la profession d'employés de Commissaires de Justice. Elle est intrinsèquement liée aux dispositions de la Convention Collective Nationale de la profession (IDCC 3250) qui reprend une partie de la Convention Collective Nationale des employés d'huissiers de justice (IDCC 1921, abrogée au 30/09/2023).

L'activité Prévoyance de l'Institution est régie par ses Règlements qui sont en lien avec les décisions des partenaires sociaux de la Convention Collective. Ainsi les garanties Prévoyance de l'Institution ont pour objet principal de répondre aux obligations sociales des commissaires de justice vis-à-vis de leurs employés.

### **Commissaires aux comptes**

Le cabinet Grant Thornton a été renouvelé en qualité de Co-Commissaire aux comptes titulaire de la CARCO pour une période de 6 exercices, soit jusqu'à la clôture au 31 décembre 2028.

Le cabinet Prismaudit International a été nommé en qualité de Co-Commissaire aux comptes titulaires de la CARCO pour une période de 6 exercices, soit jusqu'à la clôture au 31 décembre 2028.

Les commissaires aux comptes de la CARCO audient les comptes sociaux et consolidés. Toutefois, il n'existe pas de groupe prudentiel.

### **Faits marquants de l'exercice 2023**

- Conseil d'Etat/ACPR – arrêt du 21 décembre 2022 - Le Conseil d'Etat, saisi par la CARCO, par un arrêt du 21 décembre 2022, a rejeté la requête en annulation de la décision du 21 février 2020. Par conséquent, la CARCO a été tenue de soumettre dans un délai de deux mois un Plan de rétablissement présentant la situation correspondant aux derniers comptes arrêtés et approuvés sans prise en compte des primes futures dans les calculs de solvabilité qui ont été ainsi dégradées. Le Plan de rétablissement a consisté en la création d'un FRPS. Il a été remis à l'ACPR en mars 2023 et accepté par l'Autorité de contrôle.
- Changement de dirigeant effectif - Le 1er février 2023 le responsable de la fonction clé Actuariat a été promu directeur général délégué.
- Agréments FRPS et de transfert d'actifs au sein du FRPS - En décembre 2023 la Société CARCO a obtenu l'agrément FRPS (Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire) suite au dossier soit déposé au plus tard au 30/06/2023 et l'agrément portant sur le transfert d'actifs de la CARCO vers



le FRPS. Ce transfert comprend l'intégralité du Fonds Branche 26, les actifs et passifs au titre des activités Retraite et AFC et une partie des actifs de l'Institution, en constitution des Fonds Propres du FRPS.

- Convention d'intégration fiscale - Une convention d'intégration fiscale a été signée entre CARCO et les autres entités du groupe, soit CARCO FRPS et la SCI Tenaille le 21 avril 2023, et ce afin de composer un groupe de TVA.
- Agréments Branches 1 et 2 - En décembre 2023, la CARCO a obtenu les agréments en Branches 1 (Accidents) et 2 (Maladie).
- Contrôle URSSAF - En mars 2023, la CARCO a fait l'objet d'un contrôle URSSAF. Depuis, un seul point faisant l'objet de redressement n'a pas encore été corrigé : ce point concerne 1 collaborateur à Royan avec une charge de 5h/semaine environ, soit 14% d'un ETP, qui devrait atteindre l'âge maximale pour la retraite en 2024.
- Contrôle ACPR - De mars à juillet 2023, la CARCO a fait l'objet d'un contrôle sur place par l'ACPR. La lettre de suite a été livrée le 28 décembre 2023. Neuf observations ont été maintenues par l'ACPR. Les réponses de la CARCO ont été validées au Conseil d'administration du 22 février 2024 et transmises à l'Autorité de contrôle dans le cadre de ce suivi.
- Procédure disciplinaire à l'encontre de la CARCO - Le Collège de supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a décidé d'ouvrir une procédure disciplinaire à l'encontre de la CARCO suite au contrôle sur place. La CARCO a livré ses premières observations le 27 février 2024. La procédure devra se poursuivre tout au long de l'année 2024.
- Réintégration de 2,8M€ dans la PTS - Dans le cadre du plan de provisionnement et jusqu'à la fin de celui-ci, une cotisation additionnelle est annuellement encaissée pour un total de 8 232 000 €. De 2019 à 2022, la CARCO a prélevé un chargement de gestion de 8,5% sur cette contribution additionnelle, soit environ 700 k€ par année. Dans le cadre de son contrôle sur place, l'ACPR a indiqué que ce prélèvement ne répondait pas aux accords prévus par le régime. Ainsi, l'IP CARCO a transféré fin 2023 un complément de Fonds propres à hauteur de 2,8 M€ à CARCO FRPS afin de compenser la dotation de PTS équivalente aux 4 années de chargements de gestion sur la contribution additionnelle.
- Nouvelles règles de répartition des charges par destination afin de tenir compte de remarques de l'ACPR - Les frais de gestion ont fait l'objet d'une révision pour la clôture de l'exercice 2023 visant à améliorer la destination des frais de gestion et diminuer les « autres charges techniques ». Dans ce cadre, l'affectation des frais de loyers immobiliers a été partiellement revue et ventilée d'après une clé dépendant des « effectifs ».
- Augmentation sensible des frais de gestion pour répondre aux demandes de l'ACPR et pour les dossiers d'agrément - Sur l'année 2023, le coût lié à la création du FRPS ainsi qu'aux demandes de l'ACPR (avocats en droit des affaires et droit social, fiscalistes, conseil en actuariat et en comptabilité) est estimé approximativement à 1,1 M€.
- Projet Déshérence - En 2023, la CARCO a initié des mesures en matière d'identification des personnes décédées et de mise à jour de sa base de données. Le Conseil d'Administration de décembre 2023 a ainsi débloqué un budget de 1,6 M€ (hors frais de personnel) visant à renforcer la mise en conformité en matière de déshérence en retraite supplémentaire en 2024. Les efforts porteront sur l'identification, le traitement des cas de réversion, ainsi que l'amélioration de la communication à destination des personnes n'ayant pas encore liquidé leur retraite CARCO. Ce



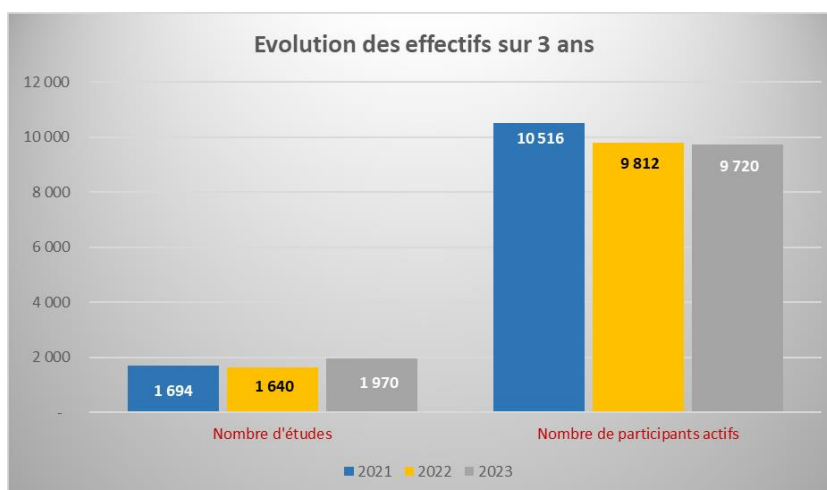
projet a été initié par l'Institution de prévoyance CARCO mais sera pris en charge en grande partie par CARCO FRPS au titre de la déshérence retraite.

- Projet DSN - ce projet a été renforcé en 2023 avec pour objectif l'amélioration du dispositif d'intégration des données issues des Déclarations Sociales Nominatives et la communication aux participants des droits acquis entre 2020-2022. Fin 2023-début 2024, 99% des envois ont été effectués.
- Nouvelle garantie indemnité frais obsèques et nouvelle répartition des cotisations prévoyance - Depuis le 1er mai 2023, la CARCO propose la prise en charge des Frais d'Obsèques pour les assurés actifs décédés. Le montant de l'allocation correspond au montant des frais engagés pour financer les obsèques dans la limite de 200% du plafond mensuel de la Sécurité Sociale, soit une limite de 7 332€.
- Demande de l'ACPR de provisionner des revalorisations futures des rentes de prévoyance - Lors de son contrôle sur place, l'ACPR a relevé que la rédaction du règlement de prévoyance lui imposait de provisionner des revalorisations futures des rentes de prévoyance. Cela a entraîné une augmentation des provisions de l'ordre de 6 M€, soit plus de 10% du total des provisions. La CARCO est en concertation avec la CNCJ et le Conseil d'administration pour une modification de son règlement Prévoyance et de la CCN afin de ne plus être soumise à cette obligation qui dégrade fortement les comptes.

## A.2. Résultats de souscription

### Effectifs

Sur les trois derniers exercices le nombre d'études est en augmentation suite à l'intégration des études d'ex commissaires-priseurs (364 études nouvelles).



Le profil des participants de l'Institution est homogène : la population assurée travaille ou a travaillé au sein d'une étude d'huissiers. Le nombre de participants en activité présents au 31/12 de chaque année est stable. Par ailleurs, on constate un nombre similaire de cotisants par année : environ 12 500.

### Résultat de souscription

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la gestion de Fonds d'allocations de Fin de Carrière et le régime de retraite Branche 26 ont été transférés dans une entité FRPS.





Au titre de son activité d'assurance, les cotisations brutes de réassurance perçues par l'IP CARCO s'élèvent à 3 951 k€ pour les activités Vie et 5 123 € pour l'activité non-vie.

| Ligne d'activité   | Cotisations brutes acquises | Charge de sinistralité et dépenses | Impact de la réassurance | Autres éléments | Résultat de souscription |              |
|--------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-----------------|--------------------------|--------------|
|                    |                             |                                    |                          |                 | 2023                     | 2022         |
| IP CARCO : Vie     | 3 951                       | - 2 702                            | - 369                    | - 544           | 337                      | 3 394        |
| IP CARCO : Non Vie | 5 123                       | - 6 635                            | 808                      | - 491           | 1 196                    | 2 547        |
| <b>Total</b>       | <b>9 074</b>                | <b>- 9 337</b>                     | <b>439</b>               | <b>- 1 035</b>  | <b>859</b>               | <b>5 941</b> |

L'ensemble de l'activité de l'Institution est réalisé en France.

### Prestations

Les prestations payées brutes de réassurance sont en légère baisse par rapport à l'exercice 2022 (hors frais de règlement de sinistres).

| Prestations brutes de réassurance        | 2023         | 2022         | Variation    |
|--|--------------|--------------|--------------|
| IP CARCO Vie : Décès                     | 2 320        | 2 125        | 9,2%         |
| IP CARCO Non Vie : Incapacité/Invalidité | 3 942        | 4 232        | -6,9%        |
| <b>Total</b>                             | <b>6 262</b> | <b>6 357</b> | <b>-1,5%</b> |

### Résultats 2023

Pour les 5 derniers exercices, les résultats nets, enregistrés annuellement ont été les suivants :

| en k€                             | 2023  | 2022  | 2021  | 2020 | 2019  |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|------|-------|
| Résultat (après impôt) : IP CARCO | - 620 | 4 622 | - 737 | 604  | 2 727 |

Le résultat après impôt est en nette baisse en conséquence d'une augmentation des provisions techniques suite à la demande de l'ACPR de provisionner les revalorisations futures des rentes.

En revanche, le résultat financier est en hausse, s'élevant à 468 k€ contre 44 k€ en 2022.

## A.3. Résultats des investissements

L'Institution dispose d'un portefeuille de placement s'élevant à 56,6 M€ en valeur de marché dont 2,4 M€ de plus-values latentes :

| en k€        | Type d'actifs                  | VNC           | Valeur de marché | Produits   | Charges    | Résultats des investissements |              | +/- values latentes |
|--------------|--------------------------------|---------------|------------------|------------|------------|-------------------------------|--------------|---------------------|
|              |                                |               |                  |            |            | 2023                          | 2022         |                     |
| Branche 20   | Banque et dépôts               | 4 678         | 4 678            | 196        |            | 196                           | -65          | 0                   |
|              | Immobilier et actifs corporels | 922           | 1 895            | 77         | 154        | -78                           | 196          | 973                 |
|              | SCI immobilières               | 1 347         | 2 404            | 128        | 26         | 101                           |              | 1 057               |
|              | Participations                 | 18 874        | 18 861           |            |            | 0                             |              | -13                 |
|              | Obligations                    | 14 497        | 14 025           | 437        | 206        | 231                           | -137         | -472                |
|              | OPCVM                          | 13 713        | 14 548           | 14         |            | 14                            | 51           | 835                 |
|              | Prêts                          | 207           | 231              | 3          |            | 3                             | -1           | 24                  |
| <b>Total</b> | <b>54 238</b>                  | <b>56 642</b> | <b>855</b>       | <b>386</b> | <b>468</b> | <b>44</b>                     | <b>2 404</b> |                     |



#### **A.4. Résultats des autres activités**

L'Institution ne dispose pas d'autres produits ou dépenses importantes hors celles indiquées dans les paragraphes précédents.

#### **A.5. Autres informations**

Sans objet.

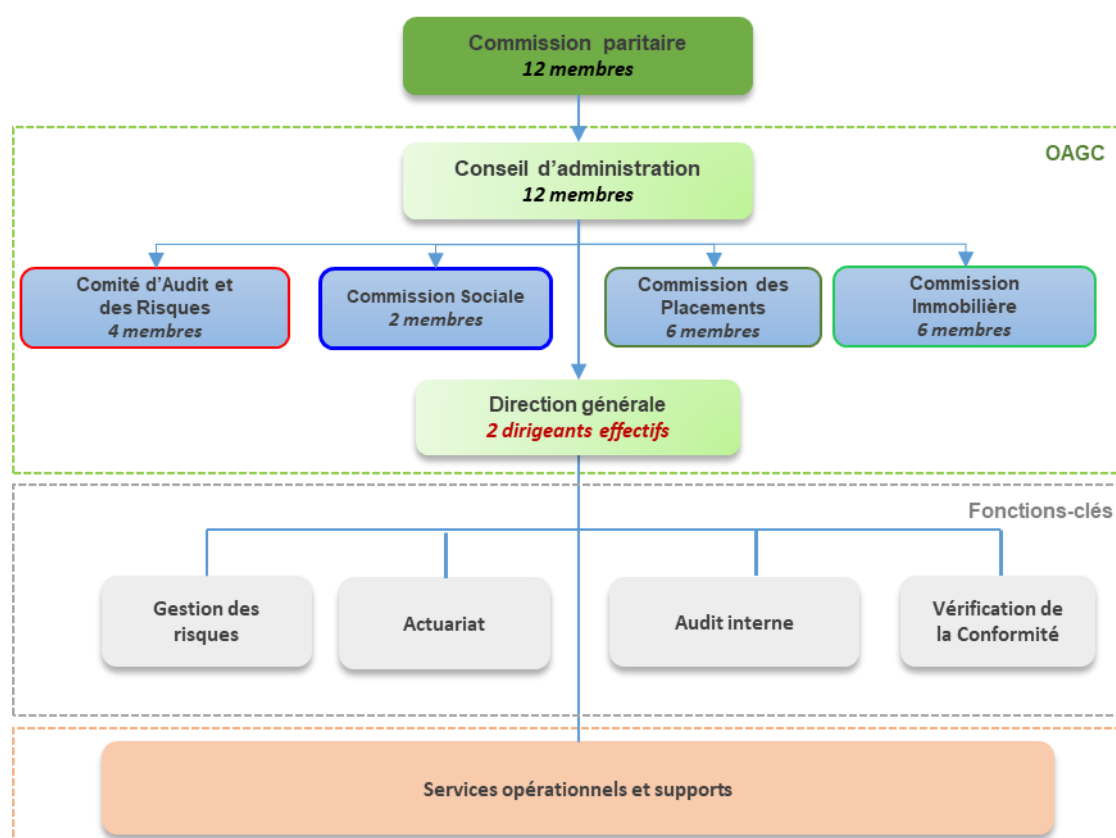
## B. Système de Gouvernance

Le système de Gouvernance tel que décrit dans les Statuts de l'Institution et le Règlement intérieur du Conseil d'administration. Il s'inscrit en conformité avec les exigences de Solvabilité 2 (articles 41 à 49 de la Directive) et les dispositions du Code de la Sécurité Sociale (articles L.931-7 à L. 931-7-2).

### B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

La Gouvernance de la CARCO repose sur une séparation claire des responsabilités selon le principe des quatre yeux et se fonde sur la complémentarité entre trois types d'acteurs, constituant l'Organe d'Administration, de Gestion et de Contrôle (OAGC) :

- **Le Conseil d'administration** qui porte la responsabilité de la définition et de la quantification de la stratégie. Le Conseil d'administration a essentiellement un pouvoir de contrôle. Il délègue une partie de ses missions de surveillance aux Commissions et Comités spécialisés qui lui rapportent leurs travaux, avis ou observations.
- **Les Dirigeants effectifs** (Directeur général et le Directeur général délégué) qui mettent en œuvre la stratégie définie précédemment et peuvent engager l'Institution auprès de tiers.
- **Les Fonctions clés** (Actuariat, Gestion des risques, Vérification de la conformité et Audit interne) qui participent au pilotage et à la surveillance des activités.



La Commission Paritaire et le Conseil d'Administration sont composés de membres désignés par les organisations syndicales et patronales de la profession. Les administrateurs présents dans les différentes Commissions spécialisées sont issus du Conseil d'administration.



Les Dirigeants Effectifs et les Responsables de Fonction-Clé sont nommés par le Conseil d'Administration. Ils établissent les reportings nécessaires au pilotage de l'Institution et présentent les rapports définis par la Règlementation.

Sur cette base, la Gouvernance veille à intégrer dans ses décisions :

- le principe de gestion saine et prudente,
- le Système de gestion des risques,
- le Dispositif de contrôle interne,
- les outils de pilotage à sa disposition, dont ORSA.

Les décisions prises lors des Commissions spécialisées sont évoquées et validées en Conseil d'administration.

**Sur 2023**, l'ensemble de ces Instances a respecté le principe du paritarisme (part égale d'administrateurs du collègue Employé et du collègue employeur).

La CARCO s'inscrit depuis 1961 en tant qu'assureur de confiance des employés d'huissiers de justice. Elle entretient un lien étroit avec la Chambre Nationale des Commissaires de Justice (CNCJ) et contribue aux réflexions menées par la Chambre en matière de régime de Prévoyance.

### **B.1.a. Commission Paritaire**

La Commission Paritaire est composée des membres représentant les partenaires sociaux de la Convention Collective des employés d'Huissiers.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour la présentation des comptes annuels, la lecture du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux Comptes. La Commission Paritaire se réunit également pour la validation des documents statutaires de l'Institution (Statuts, Règlements...).

Conformément aux Statuts de l'Institution, le secrétariat de la Commission Paritaire est assuré par le Président ou à défaut le Vice-président du Conseil d'administration.

Un président et vice-président de séance sont également désignés par la Commission Paritaire par vote à main levée au début de chaque séance, en respectant le principe de l'alternance des collèges employé/employeur.

**En 2023**, la Commission Paritaire a statué sur :

- Les comptes annuels 2022 (et leurs annexes),
- Le rapport de gestion,
- Les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et sur les conventions réglementées,
- La désignation des nouveaux commissaires aux comptes pour le mandat 2023-2028,
- La révision des statuts et des Règlements qui prennent en compte le nouveau périmètre d'activité de l'Institution suite au transfert des activités Retraite et AFC au sein de CARCO FRPS (preamble, objet social et fonds social).
- Tout point en lien avec l'avancement et les agréments du FRPS (sujet initié en 2022), dont :
  - Augmentation du capital social au 18/10/2023 afin de permettre le maintien du niveau de Fonds Propres suite à la décision de transférer 2,8 M€, au sein du fonds cantonné de retraite du FRPS, collectés entre 2019 et 2022 au titre des prélèvements de gestion assis sur la contribution additionnelle.
- L'extension des agréments Branches 1 et 2 et le dépôt du dossier auprès de l'ACPR.



### B.1.b. Conseil d'administration

L'Institution est administrée par un Conseil d'administration composé de 12 membres comprenant un nombre égal de représentants salariés et d'employeurs commissaires de justice.

Le Conseil d'administration a été renouvelé pour 4 ans le 30/06/2022. Les membres du Conseil d'administration ont élu un Président et un Vice-président pour deux ans, suivant le principe du paritarisme avec l'alternance des collègues (employeur/employé).

Le Conseil d'administration a également le pouvoir de nommer et de révoquer le Président ainsi que le Directeur général dont il fixe la rémunération.

Le Conseil d'administration a pour mission de déterminer les orientations relatives aux activités de l'Institution ainsi qu'en matière de politique de placement et de partenariat. Il assure un suivi de l'efficacité des systèmes de Contrôle interne et de Gestion des risques, valide les rapports narratifs et techniques ainsi que les politiques écrites, arrête le budget et les comptes, participe aux ateliers de travail

**En 2023**, le Conseil d'administration s'est réuni 7 fois et a traité des points suivants :

- Arrêté des comptes annuels 2022,
- Approbation des rapports RSR et SFCR 2022,
- Approbation des rapports sur le contrôle interne portant sur la lutte anti-blanchiment et sur les processus d'élaboration et de vérification de l'information financière et comptable,
- Approbation du rapport ORSA 2023,
- Approbation du rapport Loi Energie Climat 29,
- Approbation des politiques écrites,
- Nomination du Directeur général délégué,
- Délégations de pouvoirs de la Directrice générale et du Directeur général délégué,
- Suivi du plan de rétablissement,
- Suivi de l'avancement des dossiers en vue du dépôt des demandes d'agrément FRPS, dont :
  - Agrément fiscal
  - Modifications réglementaires (Règlements Retraite et AFC avant transfert),
  - Projet de bail et de convention de service entre CARCO et le futur FRPS,
  - Validation du Plan d'actions sur la déshérence, dont déshérence retraite,
  - Remboursement des prélèvements de gestion pris sur la contribution additionnelle,
  - Apport en numéraire en vue de l'augmentation de capital de la Société CARCO (futur FRPS).
- Agréments Branches 1 et 2,
- Validation du Plan d'audit pluriannuel,
- Suivi de l'atterrissage du budget 2023 et approbation du budget 2024,
- Comité de pilotage AXA (régime de retraite supplémentaire),
- Approbation des investissements financiers et immobiliers opérés sur l'exercice,
- Avis de la Commission sociale.

### B.1.c. Comité d'audit et des risques

La Comité d'audit et des risques est constitué de 4 administrateurs.

Il joue un rôle de surveillance qui l'amène à rendre des avis et recommandations au Conseil d'administration. Il est ainsi chargé d'assurer notamment le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière
- l'efficacité du système de contrôle interne et de gestion des risques,



- le suivi des audits internes et du Plan d'audit pluriannuel,
- le suivi du contrôle légal des comptes annuels et de l'examen des états financiers,
- l'examen des rapports sur le contrôle permanent et périodique,
- l'audition des Responsables de Fonction-Clé,
- la surveillance de l'indépendance du commissaire aux comptes. Il émet à cet égard une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés,
- le suivi du plan de provisionnement de 2007,
- le suivi des observations de l'ACPR suite à l'audit sur place en 2023,
- le suivi de la cartographie des risques, de ses risques majeurs, des incidents et de leur correction,
- la mise en place des plans d'action, des chantiers et projets réglementaires,
- le suivi du budget.

Il participe par ailleurs à :

- à la révision annuelle des politiques,
- aux orientations du processus ORSA,
- à la nomination ou renouvellement du commissaire aux comptes,
- à la validation de la lettre de mission des commissaires aux comptes.

Le fonctionnement du Comité d'audit et des risques est normé entre autres par la Politique d'Audit interne et la Politique de Contrôle interne.

**En 2023**, le Comité d'audit et des risques a mené les travaux suivants :

- Avis sur le processus d'arrêté des comptes 2022,
- Présentation du rapport des commissaires aux comptes à destination du comité d'audit (RCCA 2022),
- Sélection des nouveaux commissaires aux comptes pour le mandat 2023-2028,
- Présentation de la mission des commissaires aux comptes en vue de l'intervention sur les comptes 2023,
- Suivi des risques majeurs, des incidents et des principaux chantiers en cours, dont chantier déshérence,
- Approbation des rapports actuariels et de la Fonction Clé Audit Interne,
- Suivi budgétaire 2023,
- Présentation du Plan d'audit pluriannuel,
- Suivi des recommandations des audits passés,
- Autres informations, dont :
  - Suivi du lancement de la garantie Frais obsèques en inclusion de la garantie Prévoyance,
  - Suivi de l'avancement des dossiers en vue du dépôt des demandes d'agrèments FRPS
  - Plan de rétablissement,
  - Nouveaux investissements.



#### **B.1.d. Commission des Placements**

La Commission des Placements s'est réunie trimestriellement. Les six membres de la Commission des Placements surveillent la gestion financière sur la base des reportings de la Fonction clé Gestion des risques, du service comptable et d'intervenants externes (mandataire financier, conseiller en placements non cotés, ...). Ils donnent leur avis sur les investissements qui leur sont proposés et la gestion opérée, en tenant compte de la Politique de placements déterminée par le Conseil d'administration.

Cette Commission traite des choix stratégiques en matière de gestion actif/passif, de rendement, d'allocation.

La politique de gestion du risque d'investissement est actualisée régulièrement selon l'allocation tactique définie en séance et la prise en compte du contexte économique.

**En 2023**, les travaux menés par la Commission des Placements ont porté sur :

- Le suivi des portefeuilles délégués et gérés en interne, dont :
  - Suivi des rendements comptables et évolution des résultats latents,
  - Suivi de la valorisation du portefeuille,
  - Suivi de la duration et de l'allocation des actifs,
  - Suivi de la conformité avec la politique de gestion du risque d'investissements.
- L'impact de l'amortissement des obligations à la date du call dans les comptes 2022,
- L'impact du transfert d'actifs dans la gestion financière de l'Institution de Prévoyance,
- La présentation du rapport sur la Loi Energie Climat 29,
- Le suivi de la trésorerie, notamment au regard du transfert des activités Retraite et AFC au sein d'un FRPS et de la hausse des taux,
- Les nouveaux investissements :
  - En Fonds non cotés socialement responsables,
  - Auprès d'un Fonds à échéance, à caractère durable, géré par Rothschild,
  - La sollicitation de Kepler Cheuvreux en tant que société de recherche de solutions financières.

Pour information, les portefeuilles de l'Institution ne détiennent aucun titre rattaché à la Russie et à l'Ukraine.

#### **B.1.e. Commission immobilière**

La Commission immobilière a pour mission d'assurer la bonne gestion du parc immobilier et les investissements prospectifs, et notamment :

- le suivi des risques immobiliers,
- la stratégie d'investissements et de travaux,
- la rentabilité des immeubles et séjours,
- toute réflexion portant sur la revalorisation, les dédommagements, le gestionnaire d'actifs lorsqu'il s'agit d'éléments pouvant modifier le risque pris par la CARCO.

La Commission Immobilière se base sur les différents reportings (états locatifs, situation de trésorerie, travaux à engager, pertes éventuelles de loyers...) qui lui sont communiqués par la Direction générale pour émettre un avis auprès du Conseil d'administration, lorsque cela est requis (investissement, modification de la politique écrite, ...).



**En 2023**, la Commission immobilière s'est tenue deux fois et s'est prononcée sur les points suivants :

- Sur les appartements:
  - Taux d'occupation,
  - Situation des travaux décidés,
  - Résultat financier,
  - Grille tarifaire,
  - Proposition de vente.

#### **B.1.f. Commission sociale**

La Commission sociale est composée de deux administrateurs et est dédiée au suivi du Fonds social et a été amenée à statuer sur des dossiers d'allocations de fin de carrière sujets à interprétation (avant recours à la médiation) en 2023.

**Sur 2023**, outre les dossiers AFC dont l'activité a été transférée dans le FRPS, la Commission sociale a été amenée à statuer (positivement) sur un dossier à caractère d'entraide.

#### **B.1.g. Dirigeants effectifs**

Le régime prudentiel Solvabilité 2 impose le respect du principe des 4 yeux et la nomination de 2 personnes en charge de la « direction effective de l'Institution ». C'est dans ce sens que le Conseil d'administration de la CARCO veille à ce qu'au moins deux personnes dirigent effectivement l'entreprise et interviennent dans toute décision significative avant que celle-ci ne soit mise en œuvre.

Le Directeur général et le Directeur général délégué, sur leur périmètre, sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Institution.

Ils représentent l'Institution auprès des tiers. En tant que tels, ils peuvent gérer et piloter les opérations financières (dans la limite de leurs habilitations). Ils rendent compte de leurs travaux aux membres des instances.

Dans le cadre de la mise en place de la Directive Solvabilité II, ils ont la supervision des fonctions clés selon la répartition suivante :

- Vérification de la Conformité et Audit Interne sous la supervision de la Directrice générale,
- Gestion des risques et Actuariat sont sous la supervision du Directeur général délégué.

Les Dirigeants effectifs se partagent par ailleurs la responsabilité de l'ensemble des services de l'Institution et ont la supervision de l'ensemble des sous-traitants au sein de la CARCO.

La Directrice générale est l'employeur de l'Institution. Elle décide des recrutements selon le budget voté en Conseil d'Administration.

**L'exercice 2023** a été marqué par la prise de poste du Directeur général délégué, également Responsable Actuariat en 2023.

L'ACPR a validé les Dirigeants Effectifs dans leurs fonctions en 2023.





### B.1.h. Responsables de fonctions clés

Conformément aux exigences de la réglementation Solvabilité II, les Responsables des fonctions clés de la Carco ont été notifiés à l'ACPR. En raison de la nomination de Monsieur Jérémy MARGAT en tant que Directeur général délégué le 30 janvier 2023, la fonction clé actuariat se trouve vacante et fait donc l'objet de démarches de recrutement.

Les fonctions clés participent aux réunions des Instances dirigeantes, qu'elles informent des chantiers mis œuvre dans le cadre de leurs missions et qui leur assurent l'accès à une information exhaustive sur les décisions stratégiques et les actions qui en découlent.

La Direction générale a fait appel au Cabinet PwC afin d'accompagner la Fonction Audit interne dans la réalisation des missions ainsi que les reportings auprès de la Direction générale et le Comité d'Audit et des risques.

La Fonction Clé Actuariat s'appuie sur les travaux du cabinet de conseil en actuariat Actélior quant à la production des résultats prudentiels dont il assure le pilotage et la surveillance.

### B.1.i. Rémunérations des administrateurs

Les administrateurs (Collèges salariés et employeurs) de la CARCO sont remboursés de leurs frais de déplacement, d'hébergement et de repas selon une procédure de note de frais intégrant un forfait réunion.

| Frais de conseil CARCO        | 2023               | 2022               |
|-------------------------------|--------------------|--------------------|
| Indemnités 12 administrateurs | 18 620,75 €        | 9 980,41 €         |
| Indemnités Présidence         | 15 238,90 €        | 8 235,61 €         |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>33 859,65 €</b> | <b>18 216,02 €</b> |

La hausse des frais associés aux administrateurs est liée à l'augmentation du nombre de Conseil d'Administration dans un contexte de changement de Dirigeants effectifs, de demandes d'agrément FRPS et Branches 1 et 2, d'un contrôle ACPR et de procédure disciplinaire.

## B.2. Exigences de compétences et d'honorabilité

Les Conseils d'administration du 04 avril 2023 et du 13 décembre 2023 ont approuvé l'actualisation de la politique de Gouvernance qui inclut les exigences en matière de compétences et d'honorabilité. Cette politique s'applique aux membres du Conseil d'Administration, aux Dirigeants effectifs et aux Responsables de Fonction-Clé.

L'Institution a également renforcé sa politique de gestion des conflits d'intérêt sur les fonctions du Directeur général délégué, également responsable de la fonction-clé actuariat en 2023.

Pour garantir leur honorabilité et leur compétence, les personnes visées par la politique doivent produire les documents suivants :

|                              | Honorabilité      |                               |                                  | Compétence             |            |                     |                           |
|------------------------------|-------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------------------|------------|---------------------|---------------------------|
|                              | Casier judiciaire | Attestation de non-condamnat° | Signature du Règlement Intérieur | Parcours professionnel | Formations | Grille d'évaluation | Liste des mandats exercés |
| Administrateurs              | X                 | X                             | X                                | X                      | X          | X                   | X                         |
| Dirigeants Effectifs         | X                 | X                             | X                                | X                      | X          |                     |                           |
| Responsables de Fonction-Clé | X                 | X                             | X                                | X                      | X          |                     |                           |

En outre, la Direction générale est en droit d'exiger les informations et les justificatifs prévus dans le code des assurances et de la Sécurité Sociale.

Le casier judiciaire est demandé tous les 2 ans. Dans le cadre du dossier de demande d'extension d'agrément et du dossier à blanc FRPS, les administrateurs ont dû fournir à deux reprises sur 2022 leurs CV, Bulletin n°3 et attestations de non-condamnation.

La grille d'évaluation des compétences et connaissances des administrateurs est à produire lors de toute nouvelle nomination ou renouvellement. Elle porte notamment sur les domaines suivants :

- Assurances
- Solvabilité 2
- Responsabilité et rôle des administrateurs
- Principes actuariels
- Gestion ALM
- Gestion d'une Institution de Prévoyance.

Cette grille permet à la Direction générale de proposer annuellement un plan de formations selon les besoins.

Des formations sont également proposées aux Dirigeants effectifs et Responsables de Fonction-Clé tout au long de l'année pour maintenir un niveau de compétence suffisant et mettre à jour les connaissances en fonction de l'actualité réglementaire. L'inscription à des organismes de formation, tels que l'IFACI, est encouragée.

#### Liste des formations dispensées en 2023

| Formations  | Organisme formation | Date    | Personnes concernées |
|---|---------------------|---------|----------------------|
| Environnement assurantiel et Solvabilité II et focus sur la Gouvernance SII | Argus               | avr-23  | Admin., DE, RFC      |
| Comment faire vivre le dispositif ORSA ?                                    | Argus               | avr-23  | Admin., DE, RFC      |
| Fonction conformité et contrôle des risques de non-conformité               | Argus               | avr-23  | Admin., DE, RFC      |
| Management : Les fondamentaux   | Dalloz              | mai-23  | DE                   |
| Pilier 3 : construire et faire vivre vos reportings solvabilité II          | Argus               | mai-23  | DE                   |
| Responsabilité des administrateurs  | CTIP                | mai-23  | Administrateurs      |
| Méthodes et techniques de la gestion d'actifs                               | Argus               | juin-23 | Admin., DE, RFC      |
| Réassurance et transfert des risques  | Argus               | juin-23 | DE                   |
| La place des institutions de prévoyance dans le marché de l'assurance       | CTIP                | oct-23  | Administrateurs      |
| La gouvernance des institutions de prévoyance sous solvabilité 2            | CTIP                | oct-23  | Administrateurs      |



|   |         |        |                 |
|---|---------|--------|-----------------|
| Le rôle des administrateurs dans la gestion des cyber risques                       | CTIP    | nov-23 | Administrateurs |
| Perfectionnement au pilotage d'une compagnie d'assurance                            | Caritat | nov-23 | DE              |
| Fonctionnement des instances et évaluations des travaux du conseil d'administration | CTIP    | nov-23 | Administrateurs |

Au moment de la nomination des Dirigeants effectifs et des Responsables de Fonction-Clé, un dossier contenant les documents listés ci-dessus est présenté au Conseil d'Administration puis est envoyé à la Direction des Agréments de l'ACPR qui peut invalider ces nominations.

### B.3. Système de gestion des risques, y compris dispositif ORSA

Le système de gestion des risques est décrit dans la politique de Gestion des Risques et politiques annexes (politique du risque de souscription, risque d'investissement, politique de sous-traitance, ...).

Ces politiques ont été mises à jour en 2023 et ont été approuvées par le Conseil d'Administration du 13 décembre 2023.

#### B.3.a. La gouvernance des risques

La Gestion des risques est intégrée au système de Gouvernance (confer partie II.2).

La mise en œuvre du dispositif est de la responsabilité du Responsable de la Gestion des Risques, sous la surveillance du Directeur général. Au sein de l'Institution, le Responsable de la Gestion des Risques rend compte de ses travaux :

- au Directeur général,
- au Comité d'audit et des risques,
- au Conseil d'Administration.

Ainsi, la mise en œuvre du système de gestion des risques est suivie par l'OAGC.

De plus, le système de gestion des risques est intégré à la structure organisationnelle et aux procédures de prises de décision. Ce système est pris en compte par les personnes qui dirigent effectivement l'Institution ou qui sont responsables des fonctions clés.

Dans ce cadre, le Conseil d'Administration :

- s'appuie sur les travaux des différents Comités et Commissions de la CARCO,
- définit une stratégie prenant en compte l'appétence aux risques,
- valide les politiques écrites,
- approuve les rapports narratifs et le rapport ORSA,
- évalue la mise en place du dispositif de gestion des risques,
- auditionne les Fonctions-Clés au moins une fois par an.

La gouvernance des risques intègre également le principe des 4 yeux : chaque décision significative devant être validée par au moins deux responsables. Ce principe se traduit généralement par la validation des décisions de la Direction en Comité ou en Conseil ou par une validation par les 2 dirigeants effectifs.



### B.3.b. Le système de gestion des risques

Le système de gestion des risques de l'Institution couvre l'ensemble des domaines présentant un niveau de criticité significatif et susceptible de représenter une menace quantifiable pour son activité, la qualité du service rendu aux adhérents, la pérennité de son modèle économique ou sa capacité à couvrir ses engagements assurantiels.

Le système de gestion des risques a notamment pour objet de :

- Vérifier que les opérations réalisées par l'organisme sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur, aux usages et à la déontologie professionnelle ainsi qu'aux orientations de la Gouvernance,
- Vérifier l'ensemble des procédures internes, leur articulation et leur modalité de mise en œuvre,
- Vérifier la qualité des données, de l'information comptable et financière destinée à la Gouvernance, au Superviseur et au Public.

A ces fins, le système de gestion des risques de la Carco peut s'appuyer sur :

- La remontée de l'information par les services opérationnels,
- Le dispositif de contrôle interne,
- L'implication active du Conseil d'administration dans la définition de la stratégie, de l'appétence aux risques et la maîtrise de ses risques au travers des travaux sur l'ORSA et l'approbation des politiques écrites,
- Les études et analyses opérés par l'Actuariat,
- Les recommandations faites par l'audit interne et les audits externes.

La Gestion des risques recense ses risques dans une cartographie des risques, mise à jour régulièrement sur la base de la remontée des incidents opérationnel, de ses travaux de surveillance et des conclusions aux audits. Les risques majeurs sont suivis et remontés au Comité d'audit et des risques. Les risques considérés comme significatifs font l'objet d'une surveillance accrue et de plans d'actions.

#### **En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Surveillance et révision des politiques écrites,
- Surveillance des activités sous-traitées, dont mandataire financier et prestataires informatiques,
- Suivi des observations faisant suite au contrôle sur place de l'ACPR en 2023,
- Mise à jour de la cartographie des risques,
- Co-rédaction des rapports RSR, SFCR. Rédaction du rapport LEC 29,
- Reporting auprès des Instances (Commission des Placements, Comité d'Audit et des risques, Conseil d'Administration) et de la Direction générale, dont :
  - Suivi des risques majeurs,
  - Suivi des incidents,
  - Suivi des principaux chantiers, dont chantier portant sur l'intégration des DSN, chantier de refonte du SI, chantier déshérence,
- Accompagnement de la Gouvernance dans ses travaux portant sur l'ORSA,
- Accompagnement de la Gouvernance dans ses travaux portant sur les dossiers d'agrément Branches 1, 2 et FRPS,
- Accompagnement de la Gouvernance dans la rédaction du Plan de rétablissement,
- Actualisation des délégations de pouvoirs des Dirigeants effectifs.



### B.3.c. Le suivi des risques

#### *Risques de tarification et de provisionnement*

Le Conseil d'Administration a validé la Politique du risque de tarification et de provisionnement qui définit les modalités de sélection et de suivi de ses garanties. L'Institution ne fait appel à aucun réseau commercial.

Ces risques sont suivis par le Comité d'audit et des risques et le Conseil d'Administration. Il repose sur le suivi de la situation du régime de prévoyance et sur les évolutions de la population couverte. Il intègre les risques de perte du portefeuille assuré ou l'impact de la courbe des taux sur les engagements.

Le risque de tarification et de provisionnement est notamment suivi par des indicateurs tels que le P/C en Prévoyance, présenté aux Instances. Ces indicateurs permettent d'évaluer l'équilibre du régime.

Les travaux portant sur la qualité des données concourent au suivi de ces risques et sont menés de manière conjointe avec la Comptabilité, la Gestion des risques et l'Actuariat. Les provisions techniques déterminées en fin d'année font l'objet d'une revue croisée entre les actuaires et le réassureur (CNP). Une analyse des boni/mali de liquidation est réalisée chaque année pour juger de la pertinence des provisions passées.

Des travaux de contrôle de la base des données des affiliés sont opérés par le Responsable de la Fonction Actuariat. Ces contrôles sont également croisés avec le calcul tête par tête effectué par les réassureurs (CNP pour la Prévoyance).

#### **En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Communication auprès de la CPPNI et veille sur les évolutions attendues sur les régimes,
- Renforcement du contrôle sur les rentes Prévoyance,
- Travaux sur la solvabilité de l'Institution dans le cadre du transfert d'activité au sein d'un FRPS,
- Travaux de suivi et provisionnement sur la garantie en inclusion « Indemnité de Frais d'Obsèques »
- Echanges avec le réassureur CNP.

#### *Adéquation de la gestion Actif/Passif et risque de liquidité*

La Gestion actif-passif de la Carco repose sur la gestion :

- des durations des portefeuilles obligataires au regard des engagements,
- des rendements financiers au regard des taux réglementaires,
- du volume des portefeuilles financiers couvrant les engagements pris.

Lors des décisions d'investissement, l'Institution et ses partenaires veillent à conserver une poche importante de placements dont la maturité est proche de celle des engagements au Passif.

Enfin, le Responsable comptable et la Direction générale veillent quotidiennement à ce que l'Institution dispose de liquidités suffisantes pour faire face à ses engagements. Pour cela, un tableau prévisionnel de trésorerie est transmis mensuellement à la Direction Générale afin de suivre les encaissements et décaissements ainsi que les mouvements bancaires.



**En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Travaux menés sur les placements suite au projet de mise en place d'un FRPS (solde des comptes-courants, réflexion sur le niveau de liquidité, réflexion sur le transfert des portefeuilles et engagements, ...),
- Suivi de la duration des actifs et de la maturité des passifs,
- Suivi du niveau de liquidités.

**Risques financiers**

Dans sa politique de gestion du risque d'investissement, approuvée par le Conseil d'Administration, l'Institution intègre le principe de gestion saine et prudente. Elle y définit son niveau d'appétence aux risques par catégorie d'actifs et notation. Cette politique est communiquée au gestionnaire financier annuellement et lors de chaque révision.

La Fonction-Clé Gestion des Risques suit les risques de marché. Les conclusions de ce suivi donnent lieu à des reportings au moins trimestriels à destination de la Commission des Placements.

**En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Suivi de l'impact du transfert d'actifs de la Branche 20 vers le FRPS,
- Suivi de la valorisation des placements financiers et immobiliers,
- Proposition d'investissements non cotés, suivi du risque et « verdissement » du portefeuille,
- Proposition d'investissements alternatifs aux investissements déjà délégués auprès du mandataire financier Claresco, dont souscription à un Fonds à échéance 2028 auprès de Rotshchild et sollicitation de Kepler Cheuvreux en matière de recherche de solutions financières,
- Suivi de la mise à jour annuelle des investissements immobiliers,
- Suivi des résultats réalisés et latents, des arbitrages opérés par le mandataire financier,
- Contrôle du respect des limites et de l'adossement des mandats de gestion financière avec la politique de gestion du risque d'investissement,
- Reportings auprès de la Commission des Placements.

**Risques immobiliers**

Les risques portant sur l'immobilier correspondent aux risques liés aux sinistres et aux risques relatifs à la gestion des placements immobiliers.

**En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Suivi des travaux réalisés et atterrissage par rapport au budget
- Communication d'indicateurs immobiliers auprès de la Commission Immobilière, dont taux d'occupation
- Audit portant sur les contrats et la comptabilisation des opérations immobilières.



### **Risques ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance)**

En tant qu'investisseur institutionnel, la CARCO se doit d'agir au mieux des intérêts de ses bénéficiaires, mais également de l'intérêt général et des grands objectifs de l'Institution. En particulier, la CARCO estime que les questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) peuvent influencer sur la performance à long terme de ses placements et participent au développement équilibré et soutenable de l'économie.

La CARCO a inscrit dans ses politiques une démarche permanente, pragmatique et progressive qui s'inscrit dans la durée et s'engage à agir pour elle-même et auprès de ses partenaires pour favoriser l'investissement responsable.

**En 2023**, le Conseil d'Administration de la CARCO a réaffirmé que sa politique de placements. Pour rappel, la stratégie financière de l'Institution doit être en cohérence avec ses valeurs et ses engagements :

- Sécuriser les engagements pris envers les participants, à travers :
  - Le renforcement des Fonds Propres de l'Institution,
  - L'optimisation de la performance financière.
- Être un investisseur de long terme, à travers :
  - L'optimisation de la gestion actif/passif,
  - L'acquisition d'obligations à long terme,
  - La conservation des obligations jusqu'à leur terme,
  - L'illiquidité d'une partie de ses actifs considérés comme pérennes,
  - L'adéquation des durations de ses investissements avec les engagements.
- Être un investisseur responsable, impliquant :
  - Une gestion prudente de ces activités financières,
  - Un soutien à l'économie réelle, locale et agissant pour « l'avenir ».
  - Une participation à la lutte contre la corruption, le blanchiment et le financement du terrorisme,
  - Une gouvernance stable garantissant sur le long terme la stratégie d'investissements et le respect des engagements ESG,
  - La mise en place d'une politique d'exclusion.

Les risques portant sur les critères ESG sont suivis avec les placements financiers et immobiliers. La cartographie des risques liés à la prise en compte des critères ESG est intégrée à la cartographie des risques globale de l'Institution. Chaque risque fait l'objet d'une cotation selon le niveau de gravité et la probabilité d'occurrence. L'Institution se base sur les méthodologies extra-financières proposées par les référentiels internationaux pour coter ces risques.

Les principaux risques identifiés portent sur :

- l'absence de prise en compte des enjeux ESG dans la stratégie d'investissement,
- la dépendance au secteur énergétique (dont énergie non-renouvelable), du fait notamment de la conservation des obligations jusqu'à échéance,
- la perte importante de valeur d'une partie des investissements en raison du réchauffement climatique.

L'impact sur le portefeuille des risques de durabilité reste faible au regard de la volatilité des titres ou de défaillances sur la base de ces critères.



Le risque de durabilité est suivi par le Responsable de la Fonction Clé Gestion des Risques à travers la vérification du respect de :

- la stratégie d'investissement énoncée dans la politique du risque d'investissement,
- la politique d'engagement de la Société de gestion,
- la politique de rémunération,
- la politique d'exclusion.

**En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Rédaction du rapport sur les investissements responsables dans le cadre de la Loi Energie Climat (LEC29) et sa publication,
- Renforcement des critères ESG dans la politique du risques d'investissement et intégration de ces critères dans la politique de gouvernance,
- Réflexion de travaux de réhabilitation de ses appartements mis en location.

### **Risques opérationnels**

Les risques opérationnels sont suivis à travers :

- le dispositif de contrôle interne,
- les incidents,
- le suivi des chantiers / Plans d'actions,
- les recommandations aux audits.

Ils sont notamment atténués par la mise en place de procédures, de contrôles de 1er et de 2e niveau.

**En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Poursuite de la révision des procédures et des modes opératoires, et renforcement de tout dispositif en lien avec la déshérence,
- Déploiement des Plans de Contrôle,
- Contrôles a priori sur les virements trimestriels,
- Suivi des incidents,
- Renforcement de l'architecture informatique,
- Suivi des chantiers opérationnels,
- Reporting auprès du Comité d'audit et des risques,
- Mise en place des recommandations liées aux audits

### **B.3.d. Responsable de la Gestion des Risques et Contrôle Interne**

Le dispositif des risques est assuré par le Responsable de la fonction clé Gestion des risques qui coordonne l'ensemble des mesures de contrôle et de surveillance afférentes à la bonne marche des activités et à leur conformité. Il participe également à l'élaboration du processus ORSA, à la mise à jour de la cartographie des risques, au suivi du dispositif de Contrôle interne et à la réalisation des rapports narratifs (RSR/SFCR).





Le Responsable Fonction clé facilite la mise en œuvre du système de gestion des risques et couvre au moins les domaines suivants :

- la souscription et le provisionnement,
- la gestion actif-passif,
- l'investissement financier,
- la gestion du risque de liquidité et de concentration,
- la réassurance et les autres techniques d'atténuation du risque,
- la gestion du risque opérationnel.

Le Responsable de la fonction clé Gestion des risques rend compte de ses travaux à la Direction générale et les présente au Comité d'Audit et des risques et aux autres Commissions. Annuellement il est entendu par le Conseil d'administration qui s'assure notamment que les politiques dont la fonction clé a la surveillance sont correctement mises en œuvre.

### **B.3.e. Dispositif ORSA**

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité, ou dispositif ORSA (Own Risk & Solvency Assessment) est un outil de pilotage et d'accompagnement de la stratégie de la CARCO. Elle vise à donner au Conseil d'Administration et à la Direction Générale une compréhension des risques auxquels l'Institution est soumise, et à leur permettre de mesurer les conséquences de leurs décisions sur la solvabilité de l'Institution.

Cette évaluation permet de suivre notamment la solidité financière de l'Institution au regard de ses engagements et de son profil de risques. Les travaux de la CARCO consistent donc à s'assurer de la solvabilité de l'Institution selon le scénario le plus probable et en cas de survenance des risques majeurs qu'elle a identifiés.

Afin de mesurer son équilibre technique et financier, la couverture de ses engagements et sa solvabilité à moyen terme (5 ans), l'ORSA tient compte :

- du profil de risque de la CARCO
- de son appétence et de ses limites au risque
- de sa stratégie.

Ces évaluations font l'objet de réunion de travail avec l'ensemble des acteurs de la Gouvernance et le cabinet de conseil en actuariat au cours du 4ème trimestre. Ces travaux donnent lieu à un rapport rédigé en fin d'année, validé par le Conseil d'administration et transmis à l'Autorité de contrôle.

Le rapport ORSA est produit avec les évaluations suivantes :

- l'évaluation du respect permanent des exigences réglementaires en matière de fonds propres et de provisions techniques, dans le scénario central et dans différents scénarios de stress définis en fonction des risques majeurs de l'Institution,
- l'évaluation de la déviation du profil de risque de l'Institution par rapport aux hypothèses sous-jacentes de la formule standard,
- l'évaluation du Besoin Global de Solvabilité. Cette évaluation tient compte des risques quantitatifs non couverts par la formule standard, tels le risque homme-clé ou le risque juridique.



**A la demande des administrateurs, les stress-tests de l'ORSA réalisé en 2023 ont porté sur :**

- **Scenario 1 – risque de décroissance de l'activité Prévoyance** : dans ce scénario on suppose un départ annuel de 4% des adhérents sans nouvelles entrées ;
- **Scenario 2 – Risque immobilier** : dans ce scénario on suppose une diminution de 30% de la valeur des biens immobiliers
- **Scenario 3 – Risque de transition énergétique** : au regard de la part immobilière au sein du portefeuille d'actifs de la Branche 26, le risque RSE se traduit notamment par la mise en conformité des immeubles aux nouvelles contraintes énergétiques en matière de réduction de Gaz à Effet de Serre (GES). Ce scénario alternatif retient un coût de rénovation des biens immobiliers à hauteur de 500€ par mètre carré. Tous les biens immobiliers concernés par ce risque sont associés au FRPS.

L'évaluation Interne des Risques et de Solvabilité est révisée à l'occasion de décisions importantes prise par l'Institution, en particulier en termes de gestion d'actifs ou d'évolutions significatives relatives au périmètre de la branche 26, et au moins une fois par an.

## **B.4. Système de de contrôle interne**

### **B.4.a. Organisation du Contrôle Interne**

Afin d'assurer la gestion saine et prudente de l'Institution, l'Organe d'Administration, de Gestion et Contrôle (OAGC) a mis en place un dispositif de contrôle applicable à l'ensemble des domaines d'activités et processus (internes ou externes). Il repose sur :

- des règles et procédures internes définies, formelles,
- l'outil informatique (contrôles implémentés ...),
- l'organisation de plusieurs niveaux de contrôle calqués sur le modèle des 3 lignes de maîtrise et qui intègre, outre l'audit interne, un contrôle opérationnel, managérial et un plan de contrôle interne,
- l'adhésion de l'ensemble du personnel (formation, sensibilisation, communication de l'information), et principalement de l'encadrement et de la direction,
- une organisation garantissant la séparation des tâches, le périmètre des responsabilités, subdélégation de pouvoirs et délégation de signature, gestion des habilitations, etc.
- l'analyse des indicateurs opérationnels.

Le pilotage du Dispositif de Contrôle Interne a été confié au Responsable de la Gestion des risques, sous la surveillance du Directeur général délégué. Annuellement ce dispositif est évalué par les Commissaires aux comptes qui produisent annuellement le Rapport du Commissaire aux comptes à destination du Comité d'Audit (RCCA).

### **B.4.b. Dispositif de Contrôle Interne**

Le Dispositif de Contrôle Interne complète le Système de gestion des risques de la Carco et est pleinement intégré à l'organisation et à la gouvernance de la Carco.

Le Contrôle Interne est en un ensemble de processus de surveillance et de contrôles, formalisés et permanents, choisis et mis en œuvre par les dirigeants et le personnel afin de maîtriser le fonctionnement de leurs activités.



Ainsi, le Dispositif de Contrôle Interne concoure au processus d'amélioration continue de l'Institution. Il est décliné en objectifs qui sont les suivants :

- la sauvegarde et la maîtrise des compétences,
- le suivi et l'optimisation de l'exécution des opérations,
- la conformité à la réglementation,
- l'exactitude et l'exhaustivité des données et informations financières,
- la protection des actifs,
- la prévention des fraudes.

Dans son approche, le Responsable du Contrôle Interne définit un Plan de Contrôle basé sur les risques identifiés dans la cartographie des risques et sur les alertes qui lui remontées. Il met en place des actions correctives pour influencer sur le risque net de cette cartographie.

**En 2023, le Plan de Contrôle interne comprend notamment :**

- la supervision des contrôles de 1er niveau,
- les contrôles portant sur les cotisations,
- les contrôles portant sur le paiement des prestations,
- les contrôles contre la fraude, dont lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme,
- les contrôles portant sur la sous-traitance, et notamment la gestion financière et le SI.

Les contrôles sont formalisés et visés par le Responsable de la Gestion des risques et font l'objet d'une surveillance annuelle par les Commissaires aux comptes.

**Le Responsable du Contrôle interne a opéré les travaux suivants en 2023 :**

- Suivi des contrôles de 1er niveau sur les activités opérationnelles. Ces contrôles sont systématiquement formalisés,
- Sensibilisation des équipes opérationnelles à la remontée d'informations et des réclamations,
- Révision des procédures et de nouveaux modes opératoires,
- Suivi des chantiers opérationnels (DSN, déshérence, SI),
- Actualisation de la cartographie des risques opérationnels.

Le service Contrôle interne s'est renforcé en 2024 avec le recrutement d'un second contrôleur.

#### **B.4.c. Contrôle de la Conformité**

Les missions et objectifs rattachés à la Conformité sont décrits dans la Politique du risque de non-conformité validée par le Conseil d'Administration. Au sein de la CARCO, le dispositif de Vérification de la Conformité contrôle :

- La protection de la clientèle (dont DDA, réclamations, ...),
- La protection des données personnelles,
- Les délégations de pouvoirs (DP), de signatures (DS) et les habilitations informatiques ;
- La conformité des contrats et l'exhaustivité des clauses obligatoires pour les activités d'assurance et de réassurance (confer politique de sous-traitance),



- La lutte contre la fraude (LAT), le blanchiment (LAB) et le financement du terrorisme (LAT) ;
- La déshérence (dont processus Sapin II, Eckert, AGIRA),
- La conformité des Règlements Retraite, Prévoyance et AFC,
- L'éthique, la déontologie et l'honorabilité.

Ce dispositif est mis en œuvre par le Responsable de la Fonction-Clé Vérification de la Conformité qui a pour missions de :

- Conseiller la Direction générale et le Conseil d'administration sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives,
- Evaluer l'impact possible de tout changement de l'environnement juridique sur les opérations de l'entreprise, identifier et évaluer le risque de conformité associé.

Le Responsable de la vérification de la conformité est accompagné par le cabinet d'avocats, Lautrette Avocats-Associés, spécialisé dans la protection sociale et du cabinet onepoint dans le cadre du chantier de mise en conformité sur la déshérence.

**En 2023, les travaux suivants ont été réalisés :**

- Révision des procédures des activités de conformité (LCB-FT, déshérence, ...),
- Contrôles portant sur la lutte contre le blanchiment et test de la solution Efficielle en vue d'un déploiement en 2024,
- Mise à jour des délégations de gestion,
- Mise à jour des notices d'information,
- Travaux de surveillance et de reporting propre à la Protection de la Clientèle, dont processus Réclamations
- Travaux d'accompagnement des équipes opérationnelles sur les aspects juridiques et fiscaux,
- Travaux relatifs à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme,
- Poursuite des travaux d'amélioration du processus de déshérence et reportings afférents, en lien avec la mission du cabinet Onepoint. Validation du budget 2024 (1,6 M€ - hors frais de personnel) et du plan d'actions indiqué à l'ACPR, notamment dans le cadre des agréments FRPS,
- Mise à jour des Statuts et Règlements dans le cadre de l'agrément FRPS, accompagné par le cabinet d'avocat Lautrette,
- Avis sur les contrats de sous-traitance, en lien avec la politique de sous-traitance,
- Avis de la RFC dans le cadre du dossier d'agrément FRPS.
-



## B.5. Fonction Audit Interne

### B.5.a. Fonction-Clé Audit Interne

L'Audit Interne constitue le troisième niveau du dispositif de contrôle interne de la Carco. Cette fonction est exercée de façon indépendante et objective. Le périmètre d'intervention de la Fonction Audit Interne s'étend à l'ensemble des activités réalisées en propre ou sous-traitées.

Ces travaux ont pour finalité de procurer aux Conseils d'administration une assurance raisonnable quant à la conformité et à la maîtrise des opérations de la Carco, en :

- évaluant périodiquement l'adéquation des dispositifs de contrôle interne en vigueur ;
- émettant des recommandations pour remédier aux insuffisances éventuelles détectées ;
- effectuant le suivi de leur mise en œuvre avec la Gestion des Risques.

La Fonction Audit Interne pilote les travaux d'audit qu'il a délégué à un cabinet d'audit et se réfère aux normes professionnelles de l'IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne).

Afin de garantir l'indépendance de la fonction clé Audit Interne au sein de l'Institution, celle-ci est rattachée à la Directrice générale.

### B.5.b. Plan d'audit interne

En lien avec la Gestion des Risques, le Responsable de l'Audit Interne établit le Plan d'audit qu'il propose à la Direction générale puis au Comité d'audit et des risques. Le Plan d'audit pluriannuel est également annexé à la politique d'audit interne. Le Plan d'audit pluriannuel 2023-2027 a été validé par le Conseil d'administration du 13 décembre 2023.

La révision du plan d'audit interne s'est appuyée sur trois sources :

- La réglementation
- La cartographie des risques
- Les demandes de la gouvernance

Par ailleurs, l'Institution s'attache à ce que l'ensemble de ses activités soient audités au moins une fois tous les 5 ans.

La réalisation des missions est confiée à des prestataires externes sélectionnés en fonction de leurs compétences sur les thèmes audités et de leur indépendance. L'absence de conflits d'intérêts avec le personnel et les administrateurs est étroitement surveillée.

Sur l'exercice 2023, ont été réalisées les missions d'audit suivantes :

- La mission d'audit sur la gestion immobilière – « Quittancement, processus de comptabilisation et de validation des travaux et taux de TVA applicable » a été menée par le Cabinet PwC ; le rapport a été présenté au Comité d'audit et des risques le 22 septembre 2023. Quatre recommandations ont été formulées.
- La mission sur le dispositif de Lutte Contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) a été lancée en décembre 2023. Le rapport sera présenté au Comité d'audit de juin 2024.
- La mission spécifique sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations a été lancée en décembre 2023. Le rapport sera présenté au Comité d'audit de juin 2024.

### B.5.c. Suivi des audits

Un suivi régulier des recommandations d'audits est réalisé par le Responsable de l'Audit interne qui prend attache à cet effet auprès du Responsable des Risques et du Responsable de l'Actuariat, mais également auprès des services concernés par des recommandations d'audits non clôturées afin d'établir un état des lieux des recommandations traitées.

Le suivi des recommandations est présenté chaque semestre au Comité d'audit et des risques. La dernière présentation au Comité d'audit et des risques a été réalisée le 22 septembre 2023. Des plans d'actions ont été mis en place auprès des différents services audités afin de remédier aux observations faites dans les rapports.

Annuellement les Commissaires aux comptes, le cabinet Grant Thornton et Prismaudit International, présentent au Comité d'audit et des risques le RCCA (Rapport des Commissaires aux comptes à destination du Comité d'Audit). Ce rapport inclut les travaux effectués sur le Contrôle Interne et donne une appréciation du dispositif en place au sein de la Carco. Les recommandations formulées dans le RCCA au titre de l'exercice 2023 seront intégrées au suivi des recommandations d'audit prévu au premier semestre 2024.

## B.6. Fonction actuarielle

Le Responsable de la fonction actuarielle porte en particulier la responsabilité de la coordination du calcul des provisions techniques de l'Institution et de la qualité des données. La fonction actuarielle a pour missions de :

- Garantir la justesse des méthodologies et modèles sous-jacents et des hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques
- Superviser le calcul des provisions techniques
- Informer la Gouvernance de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques,
- Apprécier la suffisance et la qualité des données
- Superviser les calculs et comparer les meilleures estimations
- Donner un avis sur les politiques de souscription et de réassurance
- Émettre un avis sur la politique globale de souscription
- Émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance
- Contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques pour ce qui concerne la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital prévu au chapitre VI, sections 4 et 5, et pour ce qui concerne l'évaluation visée à l'article 45

Le provisionnement comptable est effectué par le Responsable de la fonction actuarielle. Les travaux relatifs à Solvabilité II ont été externalisés auprès du cabinet de conseil en actuariat, Actélior, sous le contrôle et la responsabilité de la fonction clé. Les travaux de la fonction actuarielle sont sous-traités dans le respect des dispositions de la réglementation relative à l'externalisation des prestations importantes.

Annuellement le Responsable de la Fonction-Clé émet un rapport à destination du Conseil d'Administration, dans lequel il émet un avis sur :

- La politique du risque de souscription
- La politique de réassurance
- La qualité des données servant à la détermination des données quantitatives, dont provisions techniques
- La gestion des risques quantitatifs



La responsabilité de la Fonction-clé est portée par Monsieur MARGAT, actuaire diplômé, recruté au 4e trimestre 2019. La supervision de cette fonction est rattachée au Directeur général délégué qui est également Monsieur MARGAT. Une actuaire diplômée a été recruté en juin 2023 afin de porter la responsabilité de la fonction clé. Un dossier sera déposé à cet effet auprès de l'ACPR d'ici la fin du premier semestre 2024.

La Fonction clé Actuariat est accompagnée par le Cabinet de Conseil, Actélior, prestataire de l'Institution depuis octobre 2016.

Depuis 2018, la Direction générale et la Fonction-clé Actuariat ont entrepris d'importants travaux afin de renforcer l'information actuarielle et calculatoire sur les travaux suivants :

- Travaux d'élaboration des données quantitatives Solvabilité 2, dont :
  - Evaluation annuelle du SCR et de la marge de solvabilité,
  - Production d'une note méthodologique détaillant hypothèses et taux retenus,
  - Réalisation des QRT annuels et trimestriels,
  - Evaluations relatives à l'ORSA et organisation des cessions de travail auprès des administrateurs,
  - Accompagnement à la rédaction des rapports narratifs (parties III à V) ;
- Travaux calculatoires, notamment sur :
  - Les provisions techniques Retraite et Prévoyance,
  - Le suivi et accompagnement au pilotage du Fonds AFC et évolution prospective du fonds,
- Accompagnement à des analyses spécifiques dont :
  - Modélisations et analyses pour le dossier FRPS,
  - Modélisations et analyses pour le plan de rétablissement,
  - Analyse des boni / mali de liquidation,
  - Analyse de l'adossement actif-passif,
  - Revue critique du traité de réassurance AXA ;
- Accompagnement de la Direction générale de la CARCO dans l'analyse du Plan de Provisionnement.

Parallèlement, les travaux pris en charge par la Fonction-Clé Actuariat ont consisté à renforcer les contrôles sur les résultats émis par les réassureurs, AXA et CNP, mais aussi la formalisation de procédures techniques, et la conception d'un modèle interne. Celui-ci travaille également sur le chantier de la qualité des données visant à améliorer la fiabilité des flux sortants et entrants.

**En 2023**, la Fonction-Clé Actuariat a réalisé les travaux suivants :

- Travaux sur le risque Prévoyance
  - Analyse de la qualité des données :
    - En collaboration avec le responsable du service Prévoyance : justification de toutes les rentes en entrées ou en sorties sur l'année
    - Estimation des listes de sinistrés à provisionner
    - Calcul des régularisations à faire part au réassureur.
  - Mise en forme des fichiers trimestriels de réassurance et mise en place de contrôles
  - Mise en place des calculs des provisions : provisions mathématiques tête par tête, provisions pour sinistres à payer, provisions pour sinistres non connus et provisions pour maintien de la garantie décès
  - Elaboration et suivi des comptes de réassurance



- Travaux avec le réassureur CNP portant sur l'hypothèse de revalorisation des rentes demandée par l'ACPR.

## B.7. Sous-traitance

L'Institution gère le risque de sous-traitance conformément aux modalités énoncées dans sa politique du risque de sous-traitance, approuvée au Conseil d'Administration.

L'Institution a fait le choix d'internaliser ses activités de gestion (gestion des contrats, encaissement des cotisations et règlement des prestations).

La CARCO fait appel à la sous-traitance lorsque :

- elle ne dispose pas des ressources en interne,
- une spécialisation technique est requise,
- elle veut éviter un conflit d'intérêt.

Dans la sélection de ses prestataires, la gestion des risques évalue :

- la compétence des intervenants,
- la sécurité de leur système de gestion des données,
- la solidité financière,
- l'absence de conflits d'intérêts avec une partie liée de la CARCO.

Les activités sous-traitées qui participent à des travaux ou réflexions d'ordre stratégiques ou ayant un fort impact financier font l'objet d'un contrôle renforcé au niveau de la sélection du sous-traitant et de son suivi continu.

L'Institution peut s'assurer par le biais de la Fonction clé Audit de lancer des missions de contrôle chez ses prestataires afin de vérifier le bon respect des clauses contractuelles, la qualité de leur dispositif de contrôle interne et des informations transmises.

**En 2023**, les travaux opérés en matière de sous-traitance ont porté sur :

- Avis de la Vérification de la Conformité sur les nouveaux contrats,
- Suivi des chantiers, coûts, renforcement du cadrage des missions, mise en place de comités de pilotage avec les sous-traitants,
- Mise à jour des informations portant sur le dispositif de contrôle interne du mandataire financier et du concentrateur en charge des DSN. Collecte du rapport d'audit du CTIP sur les DSN,
- Présentation des conclusions à l'audit du contrat et de la facturation transmise par le gestionnaire immobilier.

Ces travaux de contrôle peuvent faire l'objet de reportings présentés au Comité d'audit et des risques ou aux autres Commissions internes.





## B.8. Autres informations

La CARCO fait appel au mécanisme de la **réassurance** pour couvrir les risques liés à ses activités.

Les modalités de suivi de cette réassurance sont énoncées dans la « politique de réassurance », validée au Conseil d'administration du 13 décembre 2023.

### *Réassurance de l'activité Prévoyance par la CNP*

Les garanties Prévoyance (décès, incapacité et invalidité) sont réassurée par la CNP en quote-part à :

- 70 % à partir du 1er janvier 2002
- 90 % entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2001
- 100 % entre le 1er avril 1992 et le 31 décembre 1994 (avenant de cession n°1)

Les conditions de réassurance avec la CNP demeurent inchangées depuis 2020.

**En 2023**, la Fonction-Clé Actuariat a travaillé avec le réassureur sur les sujets suivants :

- Tests sur les hypothèses de revalorisation des rentes et échanges avec le réassureur,
- Revue des comptes trimestriels de compensation et du compte de réassurance annuel, dont recalcul de la Provision d'Egalisation et de la Participation aux bénéficiaires,
- Mise en place d'un comité de partenariat en vue d'échanger périodiquement sur les sujets en cours (stratégiques ou assurantiels).



## C. Profil de risques

---

Les risques sont essentiellement captés par la formule standard.

- **Risque de souscription vie**, contrepartie des engagements de prévoyance
- **Risque de marché**, essentiellement porté par les risques de taux et immobilier
- **Risque de contrepartie**, en particulier vis-à-vis des divers créanciers
- **Risque opérationnel**, en particulier au regard des importants volumes gérés (en termes de cotisations encaissées ou de provisions constituées)

Compte tenu de son activité, l'Institution a identifié différents risques majeurs.

### *Risque réglementaire*

La CARCO travaille depuis plusieurs années au rétablissement de son régime de retraite et à la mise en place d'une structure organisationnelle en phase avec les exigences de la directive Solvabilité 2. Ces travaux, pour une structure spécialisée et concentrée comme la CARCO, dont les effectifs sont réduits, représentent une charge et une complexité significatives. Pour cela, la CARCO est accompagnée par de nombreux partenaires sous-traitants dans le pilotage et la mise en œuvre de ces travaux.

Dans ce cadre, une structure comme la CARCO reste particulièrement sensible aux évolutions réglementaires et à leurs impacts sur son organisation, l'évaluation de ses engagements ou la mesure de ses fonds propres et de sa solvabilité. C'est dans ce contexte que la CARCO a notamment engagé un audit des calculs réalisés dans le cadre de Solvabilité 2 en collaboration avec les cabinets d'actuaire conseil SeaBird et Actélior en 2019.

**En 2023**, le risque réglementaire a été révisé, tenant compte du contrôle sur place de l'ACPR. Il a été défini des plans d'actions sur les points suivants :

- Renforcement des reportings auprès des administrateurs ou révision des processus de gouvernance (dont processus associés au secrétariat général),
- Mise en conformité des règlements et régularisation de l'impact des prélèvements de gestion pris sur la contribution additionnelle (régime de retraite supplémentaire),
- Mise en conformité en matière de communication auprès des participants :
  - Comptes individuels de points pour les participants actifs (retraite supplémentaire),
  - Droits à la liquidation pour tout participant n'ayant pas liquidé sa retraite supplémentaire et ayant plus de 62 ans,
  - Amélioration du reporting sur les Capitaux Non Réglés (CNR à destination du Régulateur),
  - Mise en place d'un Plan d'actions validé en Conseil d'Administration visant à améliorer l'ensemble des dispositifs de recherche de bénéficiaires de contrats.
- Renforcement du chantier d'intégration des Déclarations Sociales Nominatives visant à la fiabilisation des données produites en matière cotisations et nombre de points retraite.

Ces éléments sont suivis par l'ensemble de la Gouvernance et les Fonctions-Clés.



### **Risque lié aux évolutions des marchés financiers**

Le portefeuille d'actifs est composé, essentiellement, de titres obligataires, d'actions et d'immobilier. Compte tenu de son importance et des engagements portés en contrepartie de ces actifs, la CARCO est particulièrement sensible à certains risques inscrits dans la formule standard, tels que le risque de taux ou le risque immobilier.

### **Risque lié à la population souscriptrice**

La CARCO fonctionne en portefeuille « fermé », en ce sens que l'entreprise ne s'intéresse statutairement qu'aux employés et Clercs d'Huissiers de justice. Ainsi, l'évolution de l'Institution dépend-elle fortement d'une part des accords conclus en convention collective et de l'évolution des populations souscriptrices. La modélisation d'une baisse des effectifs, voire d'une fin de la production peuvent permettre de mesurer ce risque.

L'identification de ces risques majeurs a permis de définir les scénarios de stress-tests envisagés et présentés dans les rapports ORSA annuels.

### **Evaluations Solvabilité 2**

Conformément aux exigences Solvabilité II, l'Institution procède annuellement à l'évaluation de son bilan prudentiel, de son SCR et de son MCR. Elle effectue également une évaluation trimestrielle de ce dernier.

*Les références réglementaires retenues pour cette évaluation sont les suivantes :*

- *Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice,*
- *Règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014, et en particulier son Article 18 concernant la prise en compte des primes futures, dont les modalités d'application ont été modifiées au 31/12/2022*
- *Notices Solvabilité II publiée par l'ACPR le 17 décembre 2015,*
- *Echanges formalisés avec les brigades de contrôle de l'ACPR.*

Les paramètres de calcul retenus sont ceux du règlement délégué d'octobre 2014. La courbe des taux retenue est celle publiée par l'EIOPA pour le 31/12/2023 avec ajustement de volatilité.

L'ajustement symétrique a été mis à jour avec la publication EIOPA pour décembre 2023.

La suite du document détaille l'évaluation de la solvabilité de la CARCO. Une note méthodologique complémentaire détaille les évaluations relatives au FRPS. Le transfert de l'activité de retraite supplémentaire et d'allocation de fin de carrière ayant été transféré durant l'année 2023, cette évaluation est donc la première à être menée dans un tel contexte.

En cohérence avec la réglementation Solvabilité II, l'Institution évalue sa solvabilité en intégrant dans son bilan une valorisation du FRPS soumise à des risques de marchés détaillés dans cette note. La valorisation du FRPS est détaillée dans la note dédiée.

Compte tenu de cette évolution et du changement complet de paradigme les analyses de variations seront présentées autant que possible.

## C.1. Evaluation S2 : Rappel des principales formules

Le capital de solvabilité requis calculé selon la formule standard est la somme des éléments suivants :

$$SCR = BSCR + Adj + SCR_{Op}$$

Avec :

- $Adj = Adj_{DT} + Adj_{TP}$   
Où  $Adj_{DT}$  est l'ajustement permettant la prise en compte de la capacité d'absorption des pertes des impôts différés et  $Adj_{TP}$  est l'ajustement visant à tenir compte de la capacité d'absorption de pertes des provisions techniques.
- $SCR_{Op}$  le SCR lié au risque opérationnel
- $BSCR = \sqrt{\sum_{ij} Corr_{ij} \times SCR_i \times SCR_j} + SCR_{intangibles}$   
Avec  $SCR_{intangibles}$  le SCR liés aux actifs incorporels et  $Corr_{ij}$  la matrice de corrélation ci-dessous :

| $Corr_{SCR=}$  | $SCR_{mkt}$ | $SCR_{def}$ | $SCR_{life}$ | $SCR_{health}$ | $SCR_{nl}$ |
|----------------|-------------|-------------|--------------|----------------|------------|
| $SCR_{mkt}$    | 100%        | 25%         | 25%          | 25%            | 25%        |
| $SCR_{def}$    | 25%         | 100%        | 25%          | 25%            | 50%        |
| $SCR_{life}$   | 25%         | 25%         | 100%         | 25%            | 0%         |
| $SCR_{health}$ | 25%         | 25%         | 25%          | 100%           | 0%         |
| $SCR_{nl}$     | 25%         | 50%         | 0%           | 0%             | 100%       |

L'activité de retraite et les risques associés sont désormais portés par l'entité FRPS, non soumise à la réglementation Solvabilité II. L'entité FRPS apparait en tant que participation au bilan de l'IP CARCO et sa valorisation prudentielle s'appuie sur l'actif net selon les règles de la norme Solvabilité II (actifs en valeurs de marché et provisions en vision Best Estimate intégrant une marge de risque fondée sur les exigences de capital pour les entités FRPS). Les détails de cette valorisation sont précisés dans une note méthodologique dédiée.

## C.2. Risque de souscription

### C.2.a. Risque de souscription santé

Sources réglementaires : Article 144 du règlement délégué (UE) 2015/35.

Le risque de souscription santé de la CARCO est étudié à partir des modules santé non similaire à la vie, santé similaire à la vie et du module catastrophe. Cette activité ne concerne que l'activité incapacité/invalidité hors décès.

#### C.2.a.i. Santé non similaire à la vie

##### ▪ Risque de tarification et de provisionnement

Il s'agit du risque associé à l'insuffisance **régulière** de primes ou de provisions pour couvrir la sinistralité future. Les garanties sous risques sont l'incapacité et l'invalidité en attente (associé à de la perte du revenu sous Solvabilité II).

Sources réglementaires : Articles 146 à 148 du règlement délégué (UE) 2015/35.

Le niveau de SCR requis pour la couverture du risque de tarification et de provisionnement est défini en fonction :

- Des volumes d'activité de l'organisme sur l'exercice N, mais aussi la prévision de l'exercice suivant (N+1)
- De la volatilité des prestations et de l'évolution des cotisations au cours des dernières années, ou la qualité des provisionnements passés.

| Protection de revenu             |                 |                 |                     |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|---------------------|
|                                  | 2022            | 2023            | Evolution           |
| Volume de primes                 | 1 781 k€        | 1 877 k€        | 5.4%                |
| $\sigma$ primes                  | 8.50%           | 8.50%           | + 0.0 Points        |
| Volume de réserves               | 4 103 k€        | 3 449 k€        | -16.0%              |
| $\sigma$ réserves                | 14.00%          | 14.00%          | + 0.0 Points        |
| <i><math>\sigma</math> total</i> | <i>11.27%</i>   | <i>10.88%</i>   | <i>- 0.4 Points</i> |
| <b>Volume total</b>              | <b>5 884 k€</b> | <b>5 326 k€</b> | <b>-9.5%</b>        |

|                               | 2022            | 2023            | Evolution     |
|-------------------------------|-----------------|-----------------|---------------|
| Volume total                  | 5 884 k€        | 5 326 k€        | -9.5%         |
| $\sigma$ total                | 11.27%          | 10.88%          | - 0.4 Points  |
| <b>SCR Primes et réserves</b> | <b>1 990 k€</b> | <b>1 738 k€</b> | <b>-12.7%</b> |

**Conclusion :** Le SCR de tarification et de provisionnement est évalué à **1 738 k€** au 31/12/2023. Il diminue par rapport à l'année dernière de manière cohérente avec le volume d'activité et des provisions constituées.

#### ▪ Risque de rachats

Les contrats de prévoyance d'entreprise sont annuels, et ne peuvent être résiliés en cours d'année. En conséquence, les potentielles sorties anticipées n'ont pas d'impact, la prime étant due. Par ailleurs, le risque lié aux impayés est étudié dans le risque de contrepartie.

#### C.2.a.ii. Catastrophe santé

Il s'agit du risque associé à l'insuffisance ponctuelle de primes ou de provisions pour couvrir la sinistralité future.

Sources règlementaires : Articles 160 à 163 et annexe XVI du règlement délégué (UE) 2015/35.



Au sens de Solvabilité II, le risque catastrophe est adressé selon trois aspects :

▪ **Accident de masse**

Ce risque correspond au risque de concentration d'un grand nombre de personnes en un même lieu et au même moment, entraînant de nombreux décès accidentels, Incapacité/invalidité et traumatismes, avec un impact important sur le coût des traitements médicaux.

Le nombre de personnes actives concernées par les garanties de prévoyance est 10 183.

Pour le risque incapacité, nous avons retenu une rente annuelle de 10 950 € pour un handicap de 12 mois, puis une limite à 3 ans pour les autres risques (handicap de 10 ans ou permanent) soit 32 849 €.

▪ **Concentration d'accidents**

Ce risque correspond à une concentration des expositions dans des lieux densément peuplés entraînant une concentration de décès accidentels, de cas d'incapacité/invalidité et de traitements médicaux en cas de traumatisme.

Le nombre d'employés d'une étude d'Huissier étant généralement peu important nous avons estimé, pour le risque incapacité, une concentration de 101 (1% des personnes actives) personnes travaillant dans un même bâtiment.

Pour les coûts, nous avons retenu les mêmes approches que dans la partie « accident de masse » à savoir :

- Handicap de 12 mois causé par un accident : 10 950 €
- Handicap permanent causé par un accident : 32 849 €.

En tenant compte de la quote-part de réassurance, le risque de concentration s'élève donc à 81.753 €.

▪ **Pandémie**

Il s'agit du risque résultant d'une pandémie affectant la population.

Ce risque est égal à 0.0075% de l'exposition au risque de protection du revenu dans le cas d'une pandémie. Cette exposition est estimée au nombre de participants multiplié par le niveau de rente moyen durant 3 ans (32 849 €).

▪ **Synthèse**

Finalement, le SCR catastrophe est composé des éléments suivants :

|   | 2022           | 2023           | Evolution |
|---|----------------|----------------|-----------|
| Catastrophe type « stade » (accident)   | 8 k€           | 8 k€           | 3%        |
| Concentration (accident)                | 82 k€          | 84 k€          | 2%        |
| Catastrophe type « pandémie » (maladie) | 7 k€           | 7 k€           | 3%        |
| <i>Effet de diversification</i>         | <i>- 14 k€</i> | <i>- 15 k€</i> | <i>3%</i> |
| <b>SCR Catastrophe</b>                  | <b>82 k€</b>   | <b>84 k€</b>   | <b>2%</b> |



**Conclusion** : Le SCR lié au risque catastrophe atteint **84 k€** au 31/12/2023 contre **82 k€** au 31/12/2022. Les montants en jeu restent faibles.

*C.2.a.iii. Santé similaire à la vie*

Le risque de souscription similaire à la vie de la CARCO concerne la partie invalidité du portefeuille prévoyance. S'agissant d'invalidités consolidées, le portefeuille n'est par conséquent pas soumis aux risques :

- De mortalité, qui conduirait à une augmentation des sorties et donc une baisse de l'engagement ;
- De rachats, le risque étant déjà réalisé ;
- De morbidité, même si cela entraînerait une augmentation de la durée de versement des prestations ce risque est pris en compte dans le risque de longévité dans lequel les taux de maintien en invalidité sont choqués à la hausse : la seule sortie de l'état d'invalidité étant le décès de l'assuré ;

Finalement, le portefeuille est soumis aux risques de frais et de longévité précisés dans les paragraphes qui suivent.

▪ **Risque de frais**

Ce risque est évalué comme une hausse soudaine et permanente de 10% du montant des dépenses prises en considération dans le calcul des provisions techniques et d'un point du taux d'inflation des dépenses.

Pour l'évaluation de ce risque, aucun effet de réassurance n'est considéré.

**Conclusion** : Le risque de frais de la Santé SLT atteint **214 k€** au 31/12/2023 contre **113 k€** à fin 2022.

▪ **Risque longévité**

L'exigence de capital pour risque de d'invalidité et de morbidité en assurance de protection du revenu est égale à la perte de fonds propres engendrée par la combinaison des risques suivants :

- Une baisse de 20% des taux de mortalité qui sont aussi les taux de recouvrement de l'état d'invalidité.

**Conclusion** : Le risque de longévité est estimé à **160 k€** contre **76 k€** au 31/12/2022.

▪ **Risque révision**

Ce risque est évalué comme une hausse de 3% du montant des prestations de rentes dans le cas où ces rentes sont soumises à une revalorisation et pourraient augmenter du fait de changement dans l'environnement économique ou réglementaire.

**Conclusion** : Le risque de révision est estimé à **186 k€**. A fin 2022 ce risque était nul puisque le Best Estimate n'intégrait pas de revalorisation des rentes.



▪ **SCR Santé SLT total :**

|                                     | 2022           | 2023            |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|
| Risque de mortalité                 | 0 k€           | 0 k€            |
| Risque de longévité                 | 76 k€          | 160 k€          |
| Risque inval/incap                  | 0 k€           | 0 k€            |
| Risque de cessation                 | 0 k€           | 0 k€            |
| Risque de dépenses                  | 113 k€         | 214 k€          |
| Risque de révision                  | 0 k€           | 186 k€          |
| <b>Total</b>                        | <b>189 k€</b>  | <b>561 k€</b>   |
| <i>Effet de diversification</i>     | <i>- 38 k€</i> | <i>- 138 k€</i> |
| <b>SCR Santé Similaire à la vie</b> | <b>151 k€</b>  | <b>422 k€</b>   |

**Conclusion :** Après diversification, le SCR santé similaire à la vie est composé des risques de frais et de longévité. Celui-ci atteint **422 k€** à fin 2023 contre **151 k€** à fin 2022. Les enjeux sont là encore limités mais le risque augmente suite à l'intégration du risque de révision.





C.2.a.iv. Risque santé total

|   | 2022            | 2023            | Evolution   |
|---|-----------------|-----------------|-------------|
| Risque de primes et réserves            | 1 990 k€        | 1 738 k€        | -13%        |
| Risque de cessation                     | 0 k€            | 0 k€            | 0%          |
| <i>Effet de diversification</i>         | <i>+ 0 k€</i>   | <i>+ 0 k€</i>   | <i>0%</i>   |
| <b>SCR Santé Non Similaire à la Vie</b> | <b>1 990 k€</b> | <b>1 738 k€</b> | <b>-13%</b> |
| Risque de mortalité                     | 0 k€            | 0 k€            | 0%          |
| Risque de longévité                     | 76 k€           | 160 k€          | 112%        |
| Risque invalidité/incapacité            | 0 k€            | 0 k€            | 0%          |
| Risque de cessation                     | 0 k€            | 0 k€            | 0%          |
| Risque de dépenses                      | 113 k€          | 214 k€          | 89%         |
| Risque de révision                      | 0 k€            | 186 k€          | 0%          |
| <i>Effet de diversification</i>         | <i>- 38 k€</i>  | <i>- 138 k€</i> | <i>266%</i> |
| <b>SCR Santé Similaire à la vie</b>     | <b>151 k€</b>   | <b>422 k€</b>   | <b>179%</b> |
| Accident de masse                       | 8 k€            | 8 k€            | 3%          |
| Concentration                           | 82 k€           | 84 k€           | 2%          |
| Pandémie                                | 7 k€            | 7 k€            | 3%          |
| <i>Effet de diversification</i>         | <i>- 14 k€</i>  | <i>- 15 k€</i>  | <i>3%</i>   |
| <b>SCR Catastrophe</b>                  | <b>82 k€</b>    | <b>84 k€</b>    | <b>2%</b>   |
| <i>Effet de diversification</i>         | <i>- 131 k€</i> | <i>- 237 k€</i> | <i>81%</i>  |
| <b>SCR Santé</b>                        | <b>2 092 k€</b> | <b>2 008 k€</b> | <b>-4%</b>  |

**Conclusion** : Après diversification, le SCR santé est égal à **2 008 k€** contre **2 092 k€** à fin 2022. L'évolution du résultat étant majoritairement lié à la hausse du risque de santé non similaire à la vie.



## C.2.b. Risque de souscription vie

Sources règlementaires : Article 96 et de 136 à 143 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014

Le risque de souscription vie de la CARCO est étudié à partir des modules mortalité, longévité, frais et catastrophe. Les garanties de rentes de conjoints, d'éducation et de maintien de la garantie Décès sont sujettes à ces risques.

### C.2.b.i. Mortalité

Ce risque est évalué comme une hausse soudaine (et relative) de 15% des taux de mortalité utilisés pour le calcul des provisions techniques. Le calcul est effectué uniquement sur les contrats pour lesquels un choc de mortalité entrainerait une hausse des provisions techniques. Ce risque est appliqué aux garanties de maintien de la garantie Décès associées aux rentes d'invalidité en cours.

**Conclusion :** Le niveau de risque mortalité atteint **240 k€** contre 199 k€ à fin 2021. L'évolution est cohérente avec l'évolution du Best Estimate.

### C.2.b.ii. Longévité

Ce risque est évalué comme une baisse soudaine et permanente de 20% des taux de mortalité utilisés pour le calcul des provisions techniques. Le calcul est effectué uniquement sur les contrats pour lesquels un choc de mortalité entrainerait une hausse des provisions techniques tels que les rentes éducation ou de conjoint.

**Conclusion :** Le risque de longévité atteint **231 k€** au 31/12/2023 contre 65 865 k€ à fin 2022 (et 364 k€ en vision nette d'ajustement par les provisions techniques). Il était porté par le risque associé au régime de retraite désormais porté par l'entité FRPS.

### C.2.b.i. Révision

Ce risque est évalué comme une hausse de 3% du montant des prestations de rentes dans le cas où ces rentes sont soumises à une revalorisation et pourraient augmenter du fait de changement dans l'environnement économique ou réglementaire.

**Conclusion :** Le risque de révision atteint **213 k€** au 31/12/2023. A fin 2022 ce risque était nul puisque le Best Estimate n'intégrait pas de revalorisation des rentes.

### C.2.b.ii. Risque de frais

Ce risque est évalué comme une hausse soudaine et permanente de 10% du montant des dépenses prises en considération dans le calcul des provisions techniques et d'un point du taux d'inflation des dépenses.

Pour ce risque, aucun effet de réassurance n'est considéré.

**Conclusion :** Le SCR lié au risque de frais atteint **388 k€** au 31/12/2023 contre 9 386 k€ à fin 2022. Le risque est en très importante diminution compte tenu du fait qu'il était porté en quasi-totalité par le risque de frais liés à la gestion de l'activité de retraite supplémentaire. Cette gestion étant désormais intégrée dans l'entité FRPS il n'y a plus de risque associé.



### C.2.b.iii. Catastrophe

Ce risque mesure une hausse soudaine (et absolue) de 0,15% des taux de mortalité utilisés dans le calcul des provisions techniques. Le calcul est effectué uniquement sur les contrats pour lesquels un choc de mortalité entraînerait une hausse des provisions techniques. Ce risque est appliqué aux garanties de maintien de la garantie Décès et de versement d'un capital Décès.

**Conclusion :** Le risque de catastrophe atteint **490 k€** au 31/12/2023 contre 169 k€ à fin 2022. L'évolution est liée à une méthode de calcul différente du Best Estimate MGDC, plus proche de la méthode retenue par la CARCO lors de ses évaluations comptables.

### C.2.b.iv. Synthèse du risque vie

Au total, le risque Vie s'élève à :

|                                 | 2022 avant ajustement PT | 2022 après ajustement PT | 2023            | Evolution     |
|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------|---------------|
| Risque de mortalité             | 199 k€                   | 199 k€                   | 240 k€          | 20.7%         |
| Risque de longévité             | 65 865 k€                | 364 k€                   | 231 k€          | -36.4%        |
| Risque invalidité   morbidité   | 0 k€                     | 0 k€                     | 0 k€            | 0.0%          |
| Risque de cessation             | 0 k€                     | 0 k€                     | 0 k€            | 0.0%          |
| Risque de dépenses              | 9 386 k€                 | 9 386 k€                 | 388 k€          | -95.9%        |
| Risque de révision              | 0 k€                     | 0 k€                     | 213 k€          | 0.0%          |
| Risque de catastrophe           | 169 k€                   | 169 k€                   | 490 k€          | 190.3%        |
| <i>Effet de diversification</i> | <i>- 6 839 k€</i>        | <i>-541 k€</i>           | <i>- 629 k€</i> | <i>16.2%</i>  |
| <b>Total</b>                    | <b>68 780 k€</b>         | <b>9 577 k€</b>          | <b>934 k€</b>   | <b>-90.2%</b> |

**Conclusion :** Le SCR de souscription atteint **934 k€** contre 68 780 k€ (et 9 577 k€ en vision nette d'ajustements liés aux provisions techniques) au 31/12/2022. L'évolution est liée à la création de l'entité FRPS et à l'intégration du Best Estimate de frais lié à la gestion du régime de retraite dans cette dernière.

### C.2.c. Appréhension du risque de souscription au sein de l'Institution

Le risque de souscription et de provisionnement de l'Institution correspond au risque de perte financière découlant d'une tarification ou d'un provisionnement inadapté à la garantie sous-jacente (les cotisations ne permettent pas de couvrir les prestations et frais de l'organisme ou les provisions ne permettent pas de couvrir les prestations afférentes)

Ce risque de souscription et de provisionnement peut notamment émaner des sources suivantes :

- Des **hypothèses de tarification et de provisionnement**.
- De la **structure tarifaire du produit** : Cotisation unique, par tranche d'âge ou par âge. Plus les tarifs sont segmentés, plus le risque d'antisélection est limité.
- Des **informations sur la population disponible** pour la tarification et le provisionnement.



#### ▪ **Mesure du risque de souscription et risques majeurs**

La CARCO pilote son risque de souscription et de provisionnement au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la Direction générale et au Conseil d'Administration. Les principaux indicateurs sont :

- L'évolution du portefeuille (nombre de prospects, d'adhérents et montant de cotisations),
- Le suivi de la sinistralité (rapport P/C = Prestations + Frais / Cotisations),
- L'évolution des frais de gestion,
- Les écarts entre les provisions estimées et les prestations constatées (boni/mali).

#### ▪ **Maitrise du risque de souscription**

Afin de maîtriser les risques évoqués plus haut, la CARCO a défini une politique de souscription et de provisionnement qui contribue au système de gestion des risques. A cet effet :

- Le processus de provisionnement qui prévoit notamment une revue par la fonction actuarielle,
- Une analyse annuelle de la structure des garanties et de leur sinistralité développée dans le rapport moral, le rapport de gestion ainsi que le rapport de solvabilité,
- Un suivi des risques techniques semestriels des portefeuilles.

La CARCO a mis en place depuis de nombreuses années une cession en réassurance :

- Sur la branche 20 (prévoyance vie et non vie), auprès de la CNP, pour un taux de cession de 70%.

La mise en place de ce traité permet à la CARCO, d'une part, de bénéficier de l'appui technique d'un acteur de premier plan, et, d'autre part, de bénéficier d'une amélioration de son ratio de solvabilité.

### C.3. Risque de marché

*Sources réglementaires : Articles 84 et de 164 à 188 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014 et orientation 3 de la notice sur l'évaluation du SCR rédigée par l'ACPR en date du 17/12/2015.*

A la suite de la création de l'entité FRPS, certains titres ont été transférés au profit de cette dernière. Ainsi les volumes ne sont pas complètement comparables à ceux de l'exercice 2022. Seuls les résultats globaux sont comparés.

Pour cette étude, nous disposons des transparisations de certains OPCVM.

#### C.3.a. Risque de taux

Le risque de taux mesure le risque associé à des mouvements sur les taux d'intérêt (à la hausse et à la baisse). Il est évalué par l'intermédiaire de chocs à la hausse et à la baisse sur les taux utilisés pour le calcul de la valeur de marché du titre. L'intensité de ces chocs varie en fonction de la durée du support.

Ces calculs sont applicables aux produits de taux (obligations, produits dérivés, produits structurés hors Etat) ainsi qu'aux provisions techniques.

|                 |                    | 2023            |
|-----------------|--------------------|-----------------|
| Choc retenu     |                    | Baisse des taux |
| <b>Actif</b>    | Valeur sous risque | 14 075 k€       |
|                 | Duration moyenne   | 2.4             |
|                 | Valeur choquée     | 14 508 k€       |
|                 | <b>Choc moyen</b>  | <b>-3.08%</b>   |
| <b>Passif</b>   | Valeur sous risque | 14 879 k€       |
|                 | Valeur choquée     | 16 135 k€       |
|                 | <b>Choc moyen</b>  | <b>8.45%</b>    |
| <b>SCR taux</b> |                    | <b>823 k€</b>   |

Finalement, le choc retenu est le choc à la baisse. L'an dernier il était à la hausse et était principalement porté par choc sur le Best Estimate de frais négatif du régime de retraite. Désormais, le risque de taux est bien plus équilibré entre l'actif et le passif.

**Conclusion :** Le SCR lié au risque de taux est en baisse et atteint **823 k€** au 31/12/2023 contre 5 446 k€ à fin 2022 (et 5 003 k€ après ajustement par les provisions techniques).

### C.3.b. Risque de spread

Le risque de spread correspond au risque associé à une dégradation de la notation des actifs (dégradation impactant la probabilité de remboursement au terme de l'opération). Il est évalué par l'intermédiaire de chocs à la baisse sur la valeur de marché du titre, dont l'intensité varie en fonction de la notation et de la durée du titre. Ce calcul s'impose aux produits de taux.

Cependant, nous pouvons noter que le choc appliqué aux obligations d'états de l'Union Européenne (ou garanties par un état de l'Union Européenne) est nul.

|                      | Duration*     | Valeur de marché sous risque |
|----------------------|---------------|------------------------------|
| AAA                  | 0.0           | 0 k€                         |
| AA                   | 0.0           | 0 k€                         |
| A                    | 3.4           | 783 k€                       |
| BBB                  | 2.0           | 6 444 k€                     |
| BB                   | 3.7           | 550 k€                       |
| B                    | 0.0           | 0 k€                         |
| CCC or lower         | 0.0           | 0 k€                         |
| Unrated              | 1.0           | 34 k€                        |
| Etat AAA             | 2.5           | 1 508 k€                     |
| Etat AA              | 3.1           | 2 461 k€                     |
| Etat A               | 0.0           | 0 k€                         |
| Etat BBB             | 2.5           | 2 295 k€                     |
| Etat BB              | 0.0           | 0 k€                         |
| Etat B               | 0.0           | 0 k€                         |
| Etat CCC             | 0.0           | 0 k€                         |
| Etat Unrated         | 0.0           | 0 k€                         |
| <b>Total</b>         | <b>2.48</b>   | <b>14 075 k€</b>             |
| <b>SCR de spread</b> | <b>454 k€</b> |                              |

**Conclusion :** Le SCR lié au risque de spread est en baisse par rapport à 2022 et atteint **454 k€** contre 7 065 k€ l'an dernier (et 2 433 k€ après ajustement par les provisions techniques).



### C.3.c. Risque actions

Le risque actions reflète la chute de la valeur d'un actif du fait de la dégradation des marchés financiers. Il est évalué par l'intermédiaire d'un choc à la baisse sur les marchés actions, dont l'intensité varie en fonction du type d'actif étudié. Les taux retenus ici sont ceux fournis dans le règlement délégué d'octobre 2014 ajustés de la mesure transitoire sur le choc action et ajustés de la valeur de l'ajustement symétrique pour décembre 2023.

- **Actions OCDE achetées après 2016 : 40.46%**

*Ce sont des actifs issus de la transposition et ils représentent 885 k€.*

- **Participations stratégiques cotées OCDE : 22%**

*Elles correspondent aux titres CARCO SA et SOCIETE CARCO FRPS pour un total de 2 723 k€.*

- **Fonds non transposés : 50.46%**

*Il s'agit des fonds OSTRUM SRI CASH PLUS I SI4DEC et FONDS QUAERO CAPITAL*

- **Autres placements et actifs corporels d'exploitation : 50.46%**

*Les autres placements sont issus de la transposition et représentent 1 k€. Les actifs corporels d'exploitation représentent 255 k€.*

|                              | Valeur de marché<br>sous risque | SCR Action      |
|------------------------------|---------------------------------|-----------------|
| Type 1 (hors participations) | 885 k€                          | 358 k€          |
| Type 1 (participations)      | 0 k€                            | 0 k€            |
| <b>Type 1</b>                | <b>885 k€</b>                   | <b>358 k€</b>   |
| Type 2 (Hors participations) | 7 773 k€                        | 3 922 k€        |
| Type 2 (participations)      | 2 723 k€                        | 599 k€          |
| <b>Type 2</b>                | <b>10 495 k€</b>                | <b>4 521 k€</b> |
| <b>Total</b>                 | <b>11 380 k€</b>                | <b>4 795 k€</b> |

**Conclusion** : Le SCR actions atteint **4 795 k€** au 31/12/2023 contre 6 919 k€ au 31/12/2022 (et 2 210 k€ après ajustements par les provisions techniques). Cette évolution est liée à la création de l'entité FRPS comptabilisé en tant que participation et choquée dans ce module de risque.

### C.3.d. Risque immobilier

Le risque immobilier reflète la chute de la valeur d'un actif du fait de la dégradation du marché immobilier. Il est évalué par l'intermédiaire d'un choc de 25% à la baisse sur le marché. Le calcul est applicable aux immeubles et aux sociétés civiles immobilières.

| Placement            | Valeur de marché | Risque immobilier |
|----------------------|------------------|-------------------|
| Séjour JUAN LES PINS | 11 000           | 2 750             |
| Séjour ROYAN         | 356 000          | 89 000            |
| Séjour TROUVILLE 203 | 177 000          | 44 250            |
| Séjour TROUVILLE     | 185 000          | 46 250            |
| Séjour BENODET       | 220 000          | 55 000            |
| Séjour MENTON        | 157 000          | 39 250            |
| Séjour CROUESTY      | 148 000          | 37 000            |
| Séjour CIBOURE       | 189 000          | 47 250            |
| Séjour CANNES H      | 230 000          | 57 500            |
| Séjour CANNES G      | 222 000          | 55 500            |
| SCI BANDOL           | 98 900           | 24 725            |

**Conclusion :** Le risque immobilier est de **538 k€** à fin 2023. L'évolution est la conséquence de la création de l'entité FRPS. Il était de 30 697 k€ à fin 2022 et de 1 244 k€ après application de l'ajustement par les provisions techniques.

### C.3.e. Risque de change

Le risque de change correspond au risque de dégradation de la valeur d'une monnaie étrangère. Il est évalué par l'intermédiaire d'un choc de 25% à la baisse sur la valeur de marché des titres.

L'ensemble des placements de l'Institution est en euros. La transposition des fonds fait toutefois apparaître quelques lignes de placements investies en devises étrangères (la part de ces lignes dans le portefeuille étant très faible).

|                           |               |
|---------------------------|---------------|
| Valeur des actifs exposés | 1 779 k€      |
| <b>SCR devise</b>         | <b>445 k€</b> |
| <b>Choc retenu</b>        | <b>25.00%</b> |



**Conclusion :** 1 779 k€ d'actifs issus des OPCVM transparisés sont soumis au risque de devise. Le risque de devise est donc de **445 k€**. Il était de 1 030 k€ à fin 2022 et de 416 k€ après application de l'ajustement par les provisions techniques.

### C.3.f. Risque de concentration

Le risque de concentration est associé au fait qu'une part des actifs peut être souscrit ou placé auprès d'une seule et même structure, conduisant ainsi à un risque supérieur à un autre organisme dont les placements seraient très diversifiés.

Le risque de concentration est calculé sur l'ensemble des actifs soumis aux risques actions, de spread et immobilier ; les autres actifs étant suivis au sein du risque de contrepartie. Pour chaque émetteur, on évalue la part des actifs dépassant un certain seuil (fonction de la notation de l'émetteur), et l'on choque cette valeur (encore une fois en fonction de la notation de l'émetteur).

|                             | 2023            |
|-----------------------------|-----------------|
| Montant de l'assiette       | 28 868 k€       |
| Montant du choc             | 5 204 k€        |
| Effet de diversification    | - 484 k€        |
| <b>SCR de concentration</b> | <b>4 720 k€</b> |
| <b>Choc moyen</b>           | <b>16.35%</b>   |

Dans le tableau ci-dessous, les contreparties les plus risquées sont représentées :

|                             | Notation     | Valeur de marché | Part de l'assiette (%) | Part au-delà du seuil (%) | Choc appliqué | Valeur du choc  | Part du choc total (%) |
|-----------------------------|--------------|------------------|------------------------|---------------------------|---------------|-----------------|------------------------|
| OSTRUM                      | CCC or lower | 6 893 k€         | 23.9%                  | 94%                       | 73%           | 4 716 k€        | 91%                    |
| FONDS QUAERO CAPITAL        | CCC or lower | 605 k€           | 2.1%                   | 28%                       | 73%           | 126 k€          | 2%                     |
| ENGIE                       | BBB          | 743 k€           | 2.6%                   | 42%                       | 27%           | 84 k€           | 2%                     |
| Porsche Automobil Holding S | BBB          | 695 k€           | 2.4%                   | 38%                       | 27%           | 71 k€           | 1%                     |
| SAS RUE LA BOETIE           | BBB          | 638 k€           | 2.2%                   | 32%                       | 27%           | 55 k€           | 1%                     |
| BHP GROUP LIMITED           | BBB          | 624 k€           | 2.2%                   | 31%                       | 27%           | 52 k€           | 1%                     |
| SGAM AG2R LA MONDIALE       | BBB          | 612 k€           | 2.1%                   | 29%                       | 27%           | 48 k€           | 1%                     |
| ORANGE                      | BBB          | 571 k€           | 2.0%                   | 24%                       | 27%           | 37 k€           | 1%                     |
| EnBW Energie Baden-Württe   | BBB          | 490 k€           | 1.7%                   | 12%                       | 27%           | 16 k€           | 0%                     |
| REPUBLIQUE FRANCAISE PI     | Etat A       | 2 231 k€         | 7.7%                   | 61%                       | 0%            | 0 k€            | 0%                     |
| <b>Total</b>                |              | <b>14 104 k€</b> | <b>48.86%</b>          |                           |               | <b>5 204 k€</b> | <b>100.00%</b>         |

**Conclusion :** Le SCR de concentration est de **4 720 k€** au 31/12/2023. Il était de 3 038 k€ en 2022 (et 405 k€ après ajustement par les provisions techniques).

A noter que le risque est très fortement porté par un titre non transparisé pour lequel un émetteur unique est considéré et que la participation liée au FRPS n'est pas soumise à ce risque.

### C.3.g. Risque de marché total

Le SCR de marché final est calculé par le biais d'une matrice de corrélation entre les différentes catégories de risques, matrice définie dans le cadre des dernières spécifications techniques d'octobre 2014.

|                                 | 2022 avant ajustement PT | 2022 après ajustement PT | 2023              | Evolution  |
|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------|------------|
| Taux d'intérêt                  | 5 446 k€                 | 5 003 k€                 | 823 k€            | -84%       |
| Spread                          | 7 065 k€                 | 2 433 k€                 | 454 k€            | -81%       |
| Action                          | 6 919 k€                 | 2 210 k€                 | 4 795 k€          | 117%       |
| Immobilier                      | 30 697 k€                | 1 244 k€                 | 538 k€            | -57%       |
| Devise                          | 1 030 k€                 | 416 k€                   | 445 k€            | 7%         |
| Concentration                   | 3 038 k€                 | 405 k€                   | 4 720 k€          | 1064%      |
| <i>Effet de diversification</i> | <i>- 12 787 k€</i>       | <i>- 4 282 k€</i>        | <i>- 4 013 k€</i> | <i>-6%</i> |
| <b>SCR Marché</b>               | <b>41 408 k€</b>         | <b>7 430 k€</b>          | <b>7 763 k€</b>   | <b>4%</b>  |

**Conclusion :** Finalement le SCR de marché est en hausse par rapport à l'an dernier et atteint **7 763 k€** contre 7 430 k€ après application de l'ajustement par les provisions techniques. Les évolutions sont principalement la conséquence de la création de l'entité FRPS et du transfert de certains titres au profit de cette dernière.

### C.3.a. Appréhension du risque de marché au sein de l'Institution

Le risque de marché correspond à l'impact sur les fonds propres de l'Institution de mouvements défavorables liés aux investissements.

Ce risque de marché peut provenir :

- De l'évolution des taux,
- D'une dégradation de valeur d'une classe d'actifs détenue par l'Institution,
- D'une dégradation de notation des titres détenus par l'Institution,
- D'une forte concentration d'investissement sur un même émetteur.

#### ▪ Mesure du risque de marché et risques majeurs

L'Institution pilote son risque de marché au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la direction et au Conseil d'administration. Les principaux indicateurs sont :

- L'allocation stratégique des investissements validée par le Conseil d'administration,
- L'évolution des plus et moins-values latentes et rendement par type d'actifs,
- L'évolution des notations des actifs en portefeuille,
- La concentration du portefeuille sur un émetteur.



#### ▪ Maitrise du risque de marché

Afin de maîtriser les risques évoqués plus haut, l'Institution a défini une politique de placements qui contribue au système de gestion des risques.

Tous les placements de la CARCO sont réalisés dans le respect du principe de la personne prudente. Ainsi, les placements suivants sont exclus :

- Les opérations en devises hors euros,
- Les produits dérivés ou structurés,
- Les opérations de vente ou achat à découvert,
- Les prêts et emprunts de titres,
- Les dépôts et mises en pension de titres.

A ce titre, le portefeuille de la CARCO est composé essentiellement d'obligations, d'OPCVM et d'immobilier.

La volonté de maintien d'un rendement financier minimum, les produits financiers faisant partie intégrante des sources de rendement permettant le suivi du plan de provisionnement, s'est concrétisée par le renforcement d'investissement en OPC obligataires, plutôt qu'obligations dont le rendement est plus faible.

La « poche » d'actifs dynamiques dans le portefeuille de l'Institution a été limitée en branche 26 à 15%.

### C.4. Risque de crédit

*Sources réglementaires : Articles 189 à 202 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014*

L'approche est différente selon le type d'actif :

#### C.4.a. Risque de défaut de type 1

Le risque porte sur les provisions cédées, les dépôts en banque, les livrets, les actifs liés à des contreparties notées.

| Groupe de l'émetteur                  | Notation         | Montant de l'exposition | Part (%)    |
|---------------------------------------|------------------|-------------------------|-------------|
| CREDIT MUTUEL                         | A                | 2 830 k€                | 59%         |
| GROUPE BPCE                           | A                | 1 843 k€                | 39%         |
| CONFEDERATION NATIONALE CREDIT MUTUEL | CCC ou inférieur | 71 k€                   | 1%          |
| SAS RUE LA BOETIE                     | CCC ou inférieur | 40 k€                   | 1%          |
| CNP ASSURANCES                        | A                | 0 k€                    | 0%          |
| <b>Total</b>                          |                  | <b>4 784 k€</b>         | <b>100%</b> |



Le traité de réassurance fait l'objet d'un nantissement et vient garantir la créance cédée au réassureur. En effet, après intégration de la Risk Mitigation et du collatéral, nous obtenons la LGD suivante :

$$LGD = \max[50\% \cdot (30\,784 \text{ k€} + 50\% \cdot 4\,523 \text{ k€}) - 34\,760 \text{ k€}; 0] = 0$$

**Conclusion** : Au 31/12/2023, le montant de l'exposition au risque créances de type 1 atteint 4 784 k€. Le risque associé est de **277 k€**. Fin 2022 il était de 5 051 k€ et de 1 371 k€ après ajustement par les provisions techniques.

#### C.4.b. Risque de défaut de type 2

Le risque de défaut de type 2 porte sur l'ensemble des actifs non soumis au risque de marché et ou risque de défaut de type 1. Il s'agit notamment des créances vis-à-vis d'intermédiaires, d'adhérents, de fournisseurs ou du personnel.

Remarque : Les créances vis-à-vis de l'Etat sont désormais intégrées. Cette évolution répond aux recommandations de l'ACPR.

Le choc à appliquer est de :

- 90% pour les créances vis-à-vis d'intermédiaires de plus de trois mois.
- 15% pour les autres créances.

|  | 2023             |
|--|------------------|
| Intermédiaire de plus de 3 mois            | 0 k€             |
| Intermédiaire de moins de 3 mois et autres | 20 415 k€        |
| <b>Expositions totales - Type 2</b>        | <b>20 415 k€</b> |
| SCR en % de l'exposition                   | 15.00%           |
| <b>SCR contrepartie - Type 2</b>           | <b>3 062 k€</b>  |

**Conclusion** : Les autres créances (cotisations restant à émettre, créances d'état, de personnel, de débiteurs divers et autres créances nées d'opérations directes) sont constituées du poste A6 du bilan comptable (intégrant notamment une part importante de créances liées à l'entité FRPS pour 14 108 k€), et des titres CLARESCO CIL CREANCE 1% LOGEMENT, FRUCTIPIERRE et PRET EFFORT CONSTRUCTION assimilés à des prêts.

Le risque associé est de **3 062 k€** à fin 2023 contre 1 556 k€ fin 2022 (et 1 063 k€ après ajustement par les provisions techniques).



#### C.4.c. SCR de défaut total

|   | 2022 avant ajustement PT | 2022 après ajustement PT | 2023            | Evolution   |
|---|--------------------------|--------------------------|-----------------|-------------|
| Risque de défaut de contrepartie type 1 | 5 051 k€                 | 1 371 k€                 | 277 k€          | -80%        |
| Risque de défaut de contrepartie type 2 | 1 556 k€                 | 1 063 k€                 | 3 062 k€        | 188%        |
| <i>Effet de diversification</i>         | <i>- 304 k€</i>          | <i>- 155 k€</i>          | <i>- 64 k€</i>  | <i>-59%</i> |
| <b>SCR contrepartie</b>                 | <b>6 303 k€</b>          | <b>2 279 k€</b>          | <b>3 275 k€</b> | <b>44%</b>  |

**Conclusion :** Le SCR de contrepartie s'établit à **3 275 k€** à fin 2023 contre 2 279 k€ après ajustement par les provisions techniques à fin 2022.

#### C.4.d. Appréhension du risque de défaut au sein de l'Institution

##### ▪ Mesure du risque de crédit et risques majeurs

L'Institution pilote son risque de marché au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la direction et au Conseil d'Administration. Les principaux indicateurs sont :

- La notation des banques
- La concentration du portefeuille en termes de banques
- Le suivi du paiement des créances des adhérents et des tiers

##### ▪ Maitrise du risque de crédit et risques majeurs

Concernant les banques, l'Institution veille à leur qualité et leur fiabilité lors de la sélection et suit leur solidité financière. Par ailleurs, les placements sont dispersés parmi plusieurs établissements bancaires.

#### C.5. Risque de liquidité

Le risque de liquidité ne fait pas l'objet d'une évaluation quantitative dans la formule standard de calcul du SCR et le risque n'est pas ou peu mesurable.

##### ▪ Appréhension du risque de liquidité au sein de l'Institution

Le risque de liquidité correspond au risque de perte résultant d'un manque de liquidités disponibles à court terme pour faire face aux engagements de l'Institution. Dans le cadre de l'activité de l'Institution, il s'agit essentiellement de la capacité à régler les prestations aux bénéficiaires.



#### ▪ **Mesure du risque de liquidité et risques majeurs**

Pour ses engagements à court terme relatifs aux activités de santé, l'Institution suit tout particulièrement :

- L'évolution du montant des prestations réglées et provisionnées ;
- Les délais de règlement,
- Le niveau de trésorerie.

Au 31/12/2023, l'Institution dispose de 4,6 M€ de trésorerie au niveau de l'IP et 23,7 M€ de trésorerie au sein du FRPS. En considérant également le volume de cotisation encaissé annuellement, les flux entrants de trésorerie sont très nettement supérieurs à la charge annuelle portée par l'Institution.

Ces ratios démontrent que l'Institution est en capacité de faire face à ses engagements à court terme et que le risque de liquidité n'est pas matériel pour la CARCO.

#### ▪ **Maitrise du risque de liquidité**

Au vu de la nature et du type d'allocations de ses actifs, le risque de liquidité est très limité. Celui-ci est défini par l'allocation stratégique d'actifs validée en Conseil d'Administration 1 fois par an à la demande de l'ACPR.

Les projections réalisées dans le cadre de la modélisation solvabilité 2 et les accords de réassurance actuels conduisent à démontrer que :

- Les caractéristiques des garanties en portefeuille (branche 26 ciblée sur la profession des salariés d'Huissiers de justice) font de ces garanties des contrats non rachetables et ne pouvant par conséquent a priori faire l'objet de sorties anticipées que très marginalement.
- Les flux de trésorerie entrants (primes) sont, jusqu'à la fin du plan de provisionnement, et plus généralement sur un horizon de 10 ans, sensiblement supérieurs aux flux de trésorerie sortants. Ceci est dû d'une part aux primes additionnelles versées jusqu'au terme du plan et, d'autre part, à la structure de population couverte, pour laquelle les actifs et radiés restent sensiblement plus nombreux que les retraités.
- Les termes du traité de réassurance Branche 26 signé avec AXA conduisent le réassureur à porter l'intégralité de la charge de rentes versées (par ailleurs largement couvertes par les cotisations).

Ceci conduit l'Institution, tout en veillant à une allocation d'actifs équilibrée, à ne pas mener d'analyse de liquidité spécifique.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi du plan de provisionnement, une étude prospective est menée annuellement en collaboration avec AXA.

## **C.6. Risque opérationnel**

Le risque opérationnel correspond aux pertes potentielles qui pourraient résulter d'une défaillance au sein de l'organisme, défaillance qui pourrait être imputée à un défaut de contrôle interne.

*Sources réglementaires : Article 204 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014*



Ce risque est appréhendé de manière forfaitaire comme un pourcentage des cotisations et provisions techniques, ce montant ne pouvant pas dépasser 30% du SCR (net des risques opérationnels et incorporels).

Le risque opérationnel est calculé sur le périmètre des activités d'assurances menées au sein de l'IP CARCO.

|  | 2022            | 2023          | Evolution     |
|--|-----------------|---------------|---------------|
| Composante Provisionnement                     | 2 420 k€        | 462 k€        | -80.9%        |
| Composante Cotisation                          | 1 308 k€        | 312 k€        | -76.2%        |
| <b>Risque opérationnel - charge en capital</b> | <b>2 420 k€</b> | <b>462 k€</b> | <b>-80.9%</b> |
| <i>UC - frais annuels (12 derniers mois)</i>   | <i>+ 0 k€</i>   | <i>+ 0 k€</i> | <i>0%</i>     |
| <b>SCR opérationnel</b>                        | <b>2 420 k€</b> | <b>462 k€</b> | <b>-80.9%</b> |

**Conclusion :** Le SCR opérationnel est en nette diminution par rapport à l'an dernier compte tenu du fait que l'ensemble des volumes du régime de retraite soient désormais intégrés dans l'entité FRPS. Il atteint **462 k€** contre 2 420 k€ à fin 2022.

#### ▪ Appréhension du risque opérationnel au sein de l'Institution

Le risque opérationnel de l'Institution correspond aux pertes potentielles qui pourraient résulter d'une défaillance au sein de l'organisme, défaillance qui pourrait être imputée à un défaut de contrôle interne.

Ce risque peut avoir les causes suivantes :

- Risques de non-conformité (sanctions financières liées à lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou bien encore la protection de la clientèle) ;
- Risques juridiques (frais juridiques engagés et amendes faisant suite à des litiges) ;
- Risque de fraude interne et externe ;
- Risques d'exécution des opérations (défaillance humaine, de contrôle, d'organisation, etc.)
- Risque de défaillance des systèmes d'information (indisponibilité ou latence des outils affectant la capacité de travail, etc.) ;
- Risques liés à la qualité des prestations sous-traitées (qualité et délai de gestion, etc.) ;
- Risques relevant de la sécurité des biens et des personnes (incendie, etc., affectant la disponibilité des collaborateurs et des locaux) ;
- Risques de réputation (dégradation de l'image de l'Institution suite à une mauvaise qualité de gestion ou un défaut de conseil lors de la commercialisation, à la qualité des produits,
- Risques liés à l'évolution de l'environnement légal (nouvelle réglementation affectant directement ou indirectement la capacité à maintenir une activité).



- **Mesure du risque opérationnel et risques majeurs**

Le risque opérationnel est suivi au travers de la collecte des incidents et des pertes opérationnelles, matérialisés au sein d'une cartographie des risques. Les incidents présentant un impact financier, de réputation ou règlementaire important sont remontés en Conseil d'Administration.

Au sein de la cartographie des risques, l'identification des risques opérationnels majeurs font l'objet d'une analyse et donnent lieu à des plans d'actions visant à restreindre ou éliminer les causes sous-jacentes.

## **C.7. Autres risques importants**

Aucun autre risque important ou qualifié comme tel par l'Institution susceptible d'impacter le profil de risque présenté plus haut n'est à mentionner.

## **C.8. Autres informations**

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Institution susceptible d'impacter le profil de risque présenté plus haut n'est à mentionner.



## D. Valorisation à des fins de solvabilité

### D.1. Actifs

#### D.1.a. Présentation du bilan

Le bilan actif de l'Institution au 31 décembre 2023 en norme prudentielle, conformément aux états financiers Solvabilité 2, se présente de la manière suivante.

|  | Valeur comptable  | Valeur Solvabilité 2 |
|--|-------------------|----------------------|
| <b>Frais d'acquisition reportés</b>                              | <b>0 k€</b>       | <b>0 k€</b>          |
| <b>Actifs incorporels</b>  | <b>283 k€</b>     | <b>0 k€</b>          |
| <b>Impôts différés actifs</b>                                    | <b>0 k€</b>       | <b>0 k€</b>          |
| <b>Excédent de régime de retraite</b>                            | <b>0 k€</b>       | <b>0 k€</b>          |
| <b>Immobilisations corporelles pour usage propre</b>             | <b>255 k€</b>     | <b>255 k€</b>        |
| <b>Placements (autres que UC)</b>                                | <b>48 926 k€</b>  | <b>33 509 k€</b>     |
| Immobilier (autre que pour usage propre)                         | 922 k€            | 1 895 k€             |
| Participations   | 18 874 k€         | 2 723 k€             |
| Actions  | 0 k€              | 0 k€                 |
| <i>Actions cotées</i>  | 0 k€              | 0 k€                 |
| <i>Actions non cotées</i>  | 0 k€              | 0 k€                 |
| Obligations  | 15 129 k€         | 14 025 k€            |
| <i>Obligations d'Etat</i>  | 6 731 k€          | 6 264 k€             |
| <i>Obligations de sociétés</i>                                   | 8 399 k€          | 7 761 k€             |
| <i>Obligations structurées</i>                                   | 0 k€              | 0 k€                 |
| Titres garantis  | 0 k€              | 0 k€                 |
| Fonds d'investissement   | 13 940 k€         | 14 806 k€            |
| Produits dérivés   | 0 k€              | 0 k€                 |
| Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie           | 60 k€             | 60 k€                |
| Autres placements  | 0 k€              | 0 k€                 |
| <b>Placements en représentation de contrats en UC ou indexés</b> | <b>0 k€</b>       | <b>0 k€</b>          |
| <b>Prêts et prêts hypothécaires</b>                              | <b>1 332 k€</b>   | <b>2 709 k€</b>      |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers                    | 1 332 k€          | 2 709 k€             |
| Autres prêts et prêts hypothécaires                              | 0 k€              | 0 k€                 |
| Avances sur polices  | 0 k€              | 0 k€                 |
| <b>Provisions techniques cédées</b>                              | <b>34 760 k€</b>  | <b>30 784 k€</b>     |
| Non vie et santé similaire à la non-vie                          | 9 800 k€          | 6 959 k€             |
| <i>Non vie hors santé</i>  | 0 k€              | 0 k€                 |
| <i>Santé similaire à la non-vie</i>                              | 9 800 k€          | 6 959 k€             |
| Vie et santé similaire à la vie, hors UC ou indexés              | 24 960 k€         | 23 825 k€            |
| <i>Santé similaire à la vie</i>                                  | 9 718 k€          | 12 261 k€            |
| <i>Vie (hors UC et indexés)</i>                                  | 15 242 k€         | 11 564 k€            |
| UC ou indexés  | 0 k€              | 0 k€                 |
| <b>Dépôts auprès des cédantes</b>                                | <b>0 k€</b>       | <b>0 k€</b>          |
| <b>Créances nées d'opérations d'assurance</b>                    | <b>849 k€</b>     | <b>923 k€</b>        |
| <b>Créances nées d'opérations de réassurance</b>                 | <b>928 k€</b>     | <b>928 k€</b>        |
| <b>Autres créances (hors assurance)</b>                          | <b>15 930 k€</b>  | <b>16 135 k€</b>     |
| <b>Actions auto-détenues</b>                                     | <b>0 k€</b>       | <b>0 k€</b>          |
| <b>Instruments de fonds propres appelés et non payés</b>         | <b>0 k€</b>       | <b>0 k€</b>          |
| <b>Trésorerie et équivalent trésorerie</b>                       | <b>4 621 k€</b>   | <b>4 621 k€</b>      |
| <b>Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus</b>    | <b>499 k€</b>     | <b>0 k€</b>          |
| <b>Total de l'actif</b>  | <b>108 383 k€</b> | <b>89 863 k€</b>     |

Les actifs détenus ou gérés par la CARCO sont principalement composés de placements (immobilier, obligations, fonds d'investissement, dépôts, ...) pour 33 509 k€ en valorisation SII (dont 2 699 k€ pour l'entité FRPS valorisée parmi les participations), et provisions cédées 30 784 k€. Le total des actifs en



valeur de marché s'élève à **89 863 k€** au 31/12/2023. Finalement, l'essentiel des écarts est porté par la différence de valorisation de la participation dans le FRPS en norme comptable et en norme Solvabilité 2.

### Base générale de comptabilisation des actifs

La base générale de comptabilisation de l'actif, est conforme à la réglementation Solvabilité 2 et fondée sur l'approche suivante : valeur d'échange quand le titre est disponible sur un marché actif réglementé (actions, obligations, etc.) et i celle-ci n'est pas disponible, valeur d'expert (notamment pour l'immobilier)

L'Institution n'a pas identifié de source majeure d'incertitude liée à la valorisation des actifs.

L'entité FRPS apparait en tant que participation au bilan de l'IP CARCO et sa valorisation prudentielle s'appuie sur l'actif net selon les règles de la norme Solvabilité II (actifs en valeurs de marché et provisions en vision Best Estimate intégrant une marge de risque fondée sur les exigences de capital pour les entités FRPS).

### Immobilisations incorporelles significatives

L'Institution ne détient aucune immobilisation incorporelle significative.

### Baux financiers et baux d'exploitation

L'Institution ne détient aucun bail financier ou d'exploitation.

### Entreprises liées

L'Institution ne détient pas de parts significatives dans des entreprises liées en dehors de la participation dans le FRPS.

### Impôts différés

|   | Valorisation SII  | Valorisation fiscale | Assiette de calcul   Actif | Assiette de calcul   Passif |
|---|-------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------------|
| <b>Actif</b>  | <b>89 863 k€</b>  | <b>110 480 k€</b>    | <b>20 897 k€</b>           | <b>279 k€</b>               |
| Placements  | 36 472 k€         | 52 610 k€            | 16 138 k€                  | 0 k€                        |
| Autres actifs   | 53 390 k€         | 57 870 k€            | 4 759 k€                   | 279 k€                      |
| <b>Passif</b>   | <b>58 322 k€</b>  | <b>64 680 k€</b>     | <b>123 k€</b>              | <b>6 481 k€</b>             |
| Provisions techniques                                     | 46 423 k€         | 52 223 k€            | 0 k€                       | 5 800 k€                    |
| Autres passifs  | 11 898 k€         | 12 457 k€            | 123 k€                     | 681 k€                      |
| <b>Assiette de calcul totale avant déficit reportable</b> | <b>148 184 k€</b> | <b>175 160 k€</b>    | <b>21 019 k€</b>           | <b>6 760 k€</b>             |
| <b>Déficit reportable</b>                                 |                   |                      | <b>0 k€</b>                |                             |
| <b>Taux d'impôt retenu</b>                                |                   |                      | <b>25.0%</b>               |                             |
| <b>Impôts différés retenus</b>                            |                   |                      | <b>1 690 k€</b>            | <b>1 690 k€</b>             |



Finalement, les impôts différés passifs, issus notamment des plus-values latentes, du différentiel entre provisions prudentielles et provisions comptables cédées sont inférieurs aux impôts différés actifs. Ainsi, la position nette d'impôts différés est nulle puisque que les impôts différés actifs soient plafonnés à hauteur des impôts différés passifs.

## D.2. Provisions techniques

### D.2.a. Best Estimate

#### Sources réglementaires :

- Article 18 et section 3, chapitre III, titre I du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014
- La notice ACPR du 17/12/2015
- Article 78 de la Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice.
- Echanges formalisés avec les brigades de contrôle de l'ACPR

Dans le cadre de son activité, la CARCO constitue les provisions suivantes en normes Solvabilité I :

- Provisions mathématiques :
  - De rente de maintien en incapacité ;
  - De rente d'invalidité ;
  - De maintien de la garantie décès ;
  - De rente temporaire ou viagère de conjoint ;
  - De rente éducation
- Provisions pour Sinistres à Payer (PSAP) et d'*Incured But Not Reported* (IBNR) sur les garanties citées ci-dessus.

Les provisions constituées représentent un volume de 52 223 k€ en norme Solvabilité I :

|              | Décès             | MGDC             | Incapacité       | Invalidité en att. | Invalidité        |
|--------------|-------------------|------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| PM           | 12 833 503        | 6 214 450        | 2 738 819        | 10 239 450         | 11 385 414        |
| PSAP         | 735 534           |                  | 368 959          |                    | 46 667            |
| IBNR         | 780 628           |                  | 653 440          |                    | 2 350 486         |
| Gestion      | 1 159 453         | 502 128          | 1 115 853        |                    | 1 098 471         |
| <b>Total</b> | <b>15 509 117</b> | <b>6 716 578</b> | <b>4 877 071</b> | <b>10 239 450</b>  | <b>14 881 037</b> |

Ci-dessous un tableau récapitulatif des provisions constituées au 31/12/2023 dans les normes actuelles et dans les normes Solvabilité II (les hypothèses et méthodes de calcul sont détaillées ci-après).

A des fins de comparaison, les éléments représentatifs de 2022 sont ceux anciennement liés à la Branche 20 intégrant donc l'AFC et le Best Estimate de frais de la Branche 26.



|  | 2022               | 2023              | Evolution   |
|--|--------------------|-------------------|-------------|
| BE de cotisations                            | -2 402 k€          | 1 587 k€          | -166%       |
| <i>dont charge de sinistres</i>              | 5 336 k€           | 9 586 k€          | 80%         |
| <i>dont cotisations</i>                      | 8 994 k€           | 9 025 k€          | 0%          |
| <i>dont frais</i>                            | 1 256 k€           | 1 026 k€          | -18%        |
| BE de prestations                            | 35 076 k€          | 43 953 k€         | 25%         |
| Marge de risque                              | 4 245 k€           | 883 k€            | -79%        |
| <b>Provisions techniques brutes   BE SII</b> | <b>36 919 k€</b>   | <b>46 424 k€</b>  | <b>26%</b>  |
| <i>Ecart vision comptable - SII</i>          | <i>- 14 377 k€</i> | <i>- 5 800 k€</i> | <i>-60%</i> |
| <b>Provisions comptables brutes</b>          | <b>51 296 k€</b>   | <b>52 223 k€</b>  | <b>2%</b>   |

Il est à noter que les provisions en norme Solvabilité 2 de 2022 intègrent une provision Best Estimate liée aux frais de la Branche 26 alors supportées par l'IP CARCO. Pour les évaluations de 2023, ces frais sont liés au FRPS et sortent donc de la présente évaluation. A fin 2022, cette provision représentait un total de - 4 394 k€ de Best Estimate de sinistre.

L'activité de prévoyance est réassurée par la CNP sous la forme d'une quote-part de 100% pour les années de survenance antérieures à 1995, de 90% pour les années de survenance comprises entre 1995 et 2001, et de 70% pour les années de survenance postérieures ou égales à 2002. Nous présentons des tableaux similaires pour les opérations cédées :

|  | 2022              | 2023              | Evolution   |
|--|-------------------|-------------------|-------------|
| BE de cotisations                            | -290 k€           | 1 450 k€          | -601%       |
| <i>dont charge de sinistres</i>              | 3 513 k€          | 6 446 k€          | 83%         |
| <i>dont cotisations</i>                      | 6 280 k€          | 6 430 k€          | 2%          |
| <i>dont frais</i>                            | 2 478 k€          | 1 434 k€          | -42%        |
| BE de prestations                            | 24 772 k€         | 29 334 k€         | 18%         |
| Marge de risque                              |                   |                   | 0%          |
| <b>Provisions techniques cédées   BE SII</b> | <b>24 482 k€</b>  | <b>30 784 k€</b>  | <b>26%</b>  |
| <i>Ecart vision comptable - SII</i>          | <i>- 9 262 k€</i> | <i>- 3 976 k€</i> | <i>-57%</i> |
| <b>Provisions comptables cédées</b>          | <b>33 744 k€</b>  | <b>34 760 k€</b>  | <b>3%</b>   |



Ainsi, pour les opérations nettes :

|  | 2022              | 2023              | Evolution   |
|--|-------------------|-------------------|-------------|
| BE de cotisations                            | -2 112 k€         | 137 k€            | -106%       |
| <i>dont charge de sinistres</i>              | 1 823 k€          | 3 141 k€          | 72%         |
| <i>dont cotisations</i>                      | 2 713 k€          | 2 596 k€          | -4%         |
| <i>dont frais</i>                            | -1 222 k€         | -408 k€           | -67%        |
| BE de prestations                            | 10 304 k€         | 14 619 k€         | 42%         |
| Marge de risque                              | 4 245 k€          | 883 k€            | -79%        |
| <b>Provisions techniques nettes   BE SII</b> | <b>12 437 k€</b>  | <b>15 639 k€</b>  | <b>26%</b>  |
| <i>Ecart vision comptable - SII</i>          | <i>- 5 115 k€</i> | <i>- 1 824 k€</i> | <i>-64%</i> |
| <b>Provisions comptables nettes</b>          | <b>17 551 k€</b>  | <b>17 463 k€</b>  | <b>-1%</b>  |

Finalement le Best Estimate (hors marge de risque) est évalué à fin 2023 à 16 522 k€ contre 16 682 k€ à fin 2022 (après déduction des éléments désormais liée au FRPS).

Pour la prévoyance Décès et Incapacité / Invalidité, le Best Estimate est composé de deux éléments :

✓ **1/ Best Estimate de sinistres** : Il se rapporte à des sinistres qui se sont déjà produits (indépendamment de la question de savoir s'ils ont été déclarés ou non). Ces projections sont ensuite actualisées à l'aide des taux publiés par l'EIOPA pour le 31/12/2023 (avec ajustement de volatilité). Les Best Estimate de sinistres suivants sont donc calculés :

- **Un BEL de rente de maintien en incapacité, sur la base**
  - Des personnes en arrêt (ITT) au 31/12/2023 et du montant de rente incapacité associé
  - Des tables de maintien en arrêt de travail du BCAC 2013
  - D'une projection mensuelle des flux
  - De l'âge exact d'entrée en incapacité
  - De l'ancienneté exacte dans l'état
- **Un BEL de rente d'invalidité en attente, sur la base**
  - Des personnes en arrêt (ITT) au 31/12/2023 et du montant de rente invalidité associé
  - Des tables de maintien en arrêt de travail, passage en invalidité et maintien en invalidité du BCAC 2013
  - D'une projection mensuelle du maintien en incapacité et annuelle des flux postérieurs au passage en invalidité
  - De l'âge exact d'entrée en incapacité
  - De l'ancienneté exacte dans l'état
- **Un BEL de rente d'invalidité, sur la base**
  - Des personnes en invalidité au 31/12/2023 et du montant de rente invalidité associé
  - Des tables de maintien en invalidité du BCAC 2013
  - D'une projection annuelle des flux
  - De l'âge exact d'entrée en invalidité
  - De l'ancienneté exacte dans l'état



- **Un BEL de maintien de garantie décès, sur la base**
  - Des personnes en invalidité au 31/12/2023
  - Des garanties décès prévues dans le contrat de prévoyance :
    - Un capital de 300% du traitement brut annuel ;
    - Une rente éducation annuelle égale à :
      - 5% TB si le bénéficiaire à moins de 7 ans ;
      - 10% TB si le bénéficiaire à entre 7 et 16 ans ;
      - 15% TB si le bénéficiaire à entre 16 et 25 ans
    - Une rente annuelle de conjoint temporaire égale à  $(\text{âge décès} - 20) \times 0.6\% \text{ TB}$  et versée jusqu'à l'âge de 55 ans ;
    - Une rente annuelle de conjoint viagère égale à  $(65 - \text{âge décès}) \times 0.6\% \text{ TB}$
  - Des hypothèses relatives aux enfants et conjoints des assurés principaux
  - Des tables de maintien en arrêt de travail, passage en invalidité et maintien en invalidité du BCAC 2013
  - Des tables de mortalité des incapables / invalides
  - De l'âge exact d'entrée en incapacité ou invalidité
  - De l'ancienneté exacte dans l'état
- **Un BEL de rente temporaire de conjoint**
  - Des personnes décédées au 31/12/2023 ayant souscrit à la garantie et du montant de rente associé
  - Des tables de mortalité TGH/TGF 05
  - D'une projection annuelle des flux
  - De l'âge tronqué à l'année
- **Un BEL de rente viagère de conjoint**
  - Des personnes décédées au 31/12/2023 ayant souscrit à la garantie et du montant de rente associé
  - Des tables de mortalité TGH/TGF 05
  - D'une projection annuelle des flux
  - De l'âge tronqué à l'année
- **Un BEL de rente éducation**
  - Des personnes décédées au 31/12/2023 ayant souscrit à la garantie et du montant de rente associé
  - Des tables de mortalité TGH/TGF 05
  - D'une projection annuelle des flux
  - De l'âge tronqué à l'année

Enfin, une revalorisation de l'ensemble des rentes de 7% la première année puis de 1% par an pour les années suivantes est prévue.

Les individus sinistrés au 31/12/2023 sont provisionnés en considérant un âge limite de départ à la retraite de 66 ans pour les incapables et de 63 ans pour les invalides. Les rentes temporaires de conjoint et d'éducation sont respectivement provisionnées jusqu'à la 55<sup>ème</sup> et la 25<sup>ème</sup> année du bénéficiaire.

On suppose par ailleurs que les enfants ont 13 ans au moment de l'évaluation et que les conjoints ont deux ans de plus si l'assuré principal est une femme et inversement. Si le nombre d'enfant n'est pas renseigné alors on suppose qu'il y en a 1.



Par ailleurs, une provision Best Estimate est constituée pour considérer les sinistres IBNR. Le montant de provision comptable est retenu pour ces sinistres.

Les taux de frais suivants sont retenus pour les évaluations :

|                                 | Non vie | Vie   |
|---------------------------------|---------|-------|
| Frais de gestion sur prestation | 5.74%   | 6.95% |
| Inflation annuelle              | 2.00%   | 2.00% |

✓ **2/ Best Estimate de primes** : Il s'agit de la projection de l'exercice N+1 (cotisations, prestations et frais) pour les contrats dont l'engagement était connu à la date de clôture. Le Best Estimate de prime est donc calculé pour l'activité de prévoyance Décès et Incapacité / Invalidité. Les hypothèses retenues pour cette évaluation sont les suivantes :

|  | Non vie          | Vie               |
|--|------------------|-------------------|
| Cotisations 2024 actualisées                       | 5 178 053        | 3 847 118         |
| P/C attendu  | 161%             | 40%               |
| Sinistres actualisés                               | 7 408 579        | 1 586 879         |
| Taux de frais de gestion (y compris inflation)     | 6.47%            | 7.03%             |
| Taux de frais sur cotisation                       | 9.59%            | 13.76%            |
| Frais actualisés                                   | 975 928          | 640 778           |
| <b>Best Estimate de primes brut de réassurance</b> | <b>3 206 455</b> | <b>-1 619 461</b> |

Le P/C retenu pour l'évaluation du Best Estimate de prime est fondé sur la moyenne des P/C retenus pour l'évaluation des IBNR sur les 3 derniers exercices de survenance :

| Non vie                          | 2021      | 2022      | 2023      | Vie                                  | 2021      | 2022      | 2023      |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Cotisations HT                   | 5 166 001 | 5 069 674 | 5 117 956 | Cotisations HT                       | 3 876 224 | 3 859 830 | 3 944 137 |
| Prestations payées au 31/12/2023 | 2 386 247 | 1 760 278 | 772 558   | Prestations KDC payées au 31/12/2023 | 1 454 265 | 1 123 837 | 786 785   |
| PM + PSAP                        | 2 532 735 | 3 194 468 | 7 688 124 | PSAP KDC                             | 501 817   | 229 357   | 284 474   |
| PSNC Décès - PSAP + PM           | 2 885 041 | 2 216 606 | 1 301 911 | PSNC KDC                             | -         | -         | 337 519   |
| P/C bruts hors provisions        | 46,2%     | 34,7%     | 15,1%     | P/C bruts hors provisions            | 37,5%     | 29,1%     | 19,9%     |
| P/C bruts calculés               | 95,2%     | 97,7%     | 165,3%    | P/C bruts calculés                   | 50,5%     | 35,1%     | 27,2%     |
| P/C bruts retenus                | 151,1%    | 141,5%    | 190,8%    | P/C bruts retenus                    | 50,5%     | 35,1%     | 35,7%     |

C'est cette hypothèse qui diffère par rapport à l'exercice 2022 et explique les écarts sur le Best Estimate de cotisation. L'an dernier des P/C de 72% et 35% était respectivement retenus en Non-vie et Vie.

Le taux de frais sur cotisation est déterminé à l'aide des derniers éléments comptables connus et intègre les frais d'acquisition, d'administration et les autres charges techniques nettes des autres produits techniques.

Un taux de commission de réassurance égal à la dernière observation comptable est également considéré pour l'évaluation du Best Estimate cédé (16.4% en non-vie et 30% en vie).



## D.2.b. Marge pour risque

Sources réglementaires :

*Méthode n°1 explicité dans l'orientation n°62 de la notice relative aux provisions techniques*

*Orientation n°63 de la notice relative aux provisions techniques*

Afin de calculer les provisions techniques en vision prudentielle, il est nécessaire d'intégrer une marge pour risque (correspondant au coût d'immobilisation du SCR du portefeuille relatif à l'activité technique).

Cette marge pour risque est ajoutée au « Best Estimate » dans le bilan aux normes Solvabilité II. Elle n'est cependant pas prise en considération dans les calculs du SCR.

Afin d'évaluer cette marge pour risque, un SCR propre aux activités d'assurance de l'organisme est estimé, puis projeté. La somme actualisée des flux de SCR fournit alors la marge pour risque. Conformément aux orientations publiées par l'ACPR, la marge de risque est évaluée au global et allouée par ligne d'activité au prorata des provisions techniques.

Ainsi, le montant de la marge de risque est déterminé selon l'article des règlements délégués et sans méthode simplificatrice.

Nous projetons alors :

- Le risque santé similaire à la non-vie (pour la garantie d'incapacité de la prévoyance) ;
- Le risque santé similaire à la vie (pour la garantie d'invalidité de la prévoyance) ;
- Le risque de défaut ;
- Le risque opérationnel.

Les résultats suivants sont obtenus :

|                              | 2022               | 2023             |
|------------------------------|--------------------|------------------|
| Santé similaire à la non-vie | 912 428 €          | 208 303 €        |
| Santé similaire à la vie     | 746 376 €          | 280 062 €        |
| Vie (hors UC et indexés)     | 2 586 670 €        | 394 622 €        |
| <b>Marge de risque</b>       | <b>4 245 475 €</b> | <b>882 986 €</b> |

La diminution de la marge de risque est liée au transfert des activités Retraite au FRPS et donc hors champ de la formule standard Solvabilité 2.



### D.3. Autres passifs

Les autres passifs de l'Institution au 31 décembre 2023, se présentent de la manière suivante :

|  | Valeur comptable | Valeur Solvabilité 2 |
|--|------------------|----------------------|
| Autres provisions techniques                                     | 0 k€             | 0 k€                 |
| Passifs éventuels  | 0 k€             | 0 k€                 |
| Provisions autres que les provisions techniques                  | 707 k€           | 707 k€               |
| Provision pour retraite et autres avantages                      | 123 k€           | 123 k€               |
| Dettes pour dépôts espèces des réassureurs                       | 0 k€             | 0 k€                 |
| Impôts différés passifs  | 0 k€             | 0 k€                 |
| Produits dérivés   | 0 k€             | 0 k€                 |
| Dettes envers les établissements de crédit                       | 4 k€             | 4 k€                 |
| Dettes financières autres que celles envers les établissements c | 0 k€             | 0 k€                 |
| Dettes nées d'opérations d'assurance                             | 253 k€           | 254 k€               |
| Dettes nées d'opérations de réassurance                          | 971 k€           | 971 k€               |
| Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)             | 9 839 k€         | 9 839 k€             |
| Dettes subordonnées  | 0 k€             | 0 k€                 |
| Dettes subordonnées exclues des fonds propres de base            | 0 k€             | 0 k€                 |
| Dettes subordonnées incluses dans les fonds propres de           | 0 k€             | 0 k€                 |
| Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus          | 682 k€           | 0 k€                 |
| <b>Total du passif</b>   | <b>64 803 k€</b> | <b>58 322 k€</b>     |
| <b>Excès d'actif sur passif (Fonds propres)</b>                  | <b>43 580 k€</b> | <b>31 541 k€</b>     |

L'Institution ne détient pas d'accord significatif de location.

#### Impôts différés

|   | Valorisation SII  | Valorisation fiscale | Assiette de calcul   Actif | Assiette de calcul   Passif |
|---|-------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------------|
| <b>Actif</b>  | <b>89 863 k€</b>  | <b>110 480 k€</b>    | <b>20 897 k€</b>           | <b>279 k€</b>               |
| Placements  | 36 472 k€         | 52 610 k€            | 16 138 k€                  | 0 k€                        |
| Autres actifs   | 53 390 k€         | 57 870 k€            | 4 759 k€                   | 279 k€                      |
| <b>Passif</b>   | <b>58 322 k€</b>  | <b>64 680 k€</b>     | <b>123 k€</b>              | <b>6 481 k€</b>             |
| Provisions techniques                                     | 46 423 k€         | 52 223 k€            | 0 k€                       | 5 800 k€                    |
| Autres passifs  | 11 898 k€         | 12 457 k€            | 123 k€                     | 681 k€                      |
| <b>Assiette de calcul totale avant déficit reportable</b> | <b>148 184 k€</b> | <b>175 160 k€</b>    | <b>21 019 k€</b>           | <b>6 760 k€</b>             |
| <b>Déficit reportable</b>                                 |                   |                      | <b>0 k€</b>                |                             |
| <b>Taux d'impôt retenu</b>                                |                   |                      | <b>25.0%</b>               |                             |
| <b>Impôts différés retenus</b>                            |                   |                      | <b>1 690 k€</b>            | <b>1 690 k€</b>             |



Finalement, les impôts différés passifs, issus notamment des plus-values latentes, du différentiel entre provisions prudentielles et provisions comptables cédées sont inférieurs aux impôts différés actifs. Ainsi, la position nette d'impôts différés est nulle puisque que les impôts différés actifs soient plafonnés à hauteur des impôts différés passifs.

#### **D.4. Méthodes de valorisation alternatives**

L'Institution n'utilise aucune méthode de valorisation alternative autre que celles prévues par la réglementation et présentées ci-dessus.

#### **D.5. Autres informations**

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Institution susceptible d'impacter la valorisation des actifs et passifs présentée plus haut n'est à mentionner.



## E. Gestion des fonds propres

### E.1. Fonds propres

La gestion des fonds propres de l'Institution est revue chaque année par le Conseil d'Administration qui valide la couverture de marge de l'Institution ainsi que les projections issues du processus ORSA utilisant un horizon de 5 ans.

Etant donnée la nature de l'organisme, la politique de gestion des fonds propres est simplifiée.

Compte tenu de la situation de la CARCO et des évolutions connues au cours des derniers exercices (plan de provisionnement, rétablissement du ratio de couverture du SCR, évolution réglementaire sur la branche 26), la CARCO n'a, à ce jour, défini aucune appétence particulière sur ce point.

Les éléments constitutifs des fonds propres de la CARCO sont de niveau 1.

#### E.1.a. Evaluation des fonds propres

En normes Solvabilité II, les fonds propres se décomposent de la manière suivante (conformément à l'article 87 de la Directive Européenne) :

**Fonds propres = Fonds propres de base + Fonds propres auxiliaires**

Avec :

Fonds propres de base = Excédent des actifs par rapport aux passifs + Passifs subordonnés (article 88 de la Directive Européenne).

Fonds propres auxiliaires = Eléments, autres que les fonds propres de base, qui peuvent être appelés pour absorber des pertes (article 89 de la Directive Européenne).

Les fonds propres sont exclusivement constitués de fonds propres de base.

| <b>FONDS PROPRES</b>  | <b>Valorisation comptable</b> | <b>Valorisation SII</b> |
|---|-------------------------------|-------------------------|
| <b>Fonds propres de base</b>  | <b>43 579 964</b>             | <b>31 540 657</b>       |
| Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)  | 0                             | 0                       |
| Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires  | 0                             | 0                       |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel  | 381 123                       | 381 123                 |
| Comptes mutualistes subordonnés   | 0                             | 0                       |
| Fonds excédentaires   | 0                             | 0                       |
| Actions de préférence   | 0                             | 0                       |
| Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence   | 0                             | 0                       |
| Réserve de réconciliation   | 43 198 842                    | 31 159 534              |
| Passifs subordonnés   | 0                             | 0                       |
| Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets  | 0                             | 0                       |
| Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra   | 0                             | 0                       |
| <b>Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II</b> | <b>0</b>                      | <b>0</b>                |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II        | 0                             | 0                       |
| <b>Déductions</b>   | <b>0</b>                      | <b>0</b>                |
| Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers   | 0                             | 0                       |
| <b>Total fonds propres de base après déductions</b>   | <b>43 579 964</b>             | <b>31 540 657</b>       |

### E.1.b. Classement des fonds propres

Les éléments de fonds propres sont classés en trois niveaux (ou tiers) en fonction :

- De leur **caractère d'élément de fonds propres de base ou auxiliaires**
- De leur **disponibilité** (possibilité que l'élément soit appelé sur demande pour absorber des pertes)
- De leur **subordination** (le remboursement de l'élément est refusé à son détenteur, jusqu'à ce que tous les autres engagements, y compris les engagements d'assurance et de réassurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires des contrats d'assurance et de réassurance, aient été honorés)

Pour apprécier ces deux derniers critères, il faut tenir compte :

- De la durée de l'élément ;
- De l'absence de :
  - o Incitation à rembourser
  - o Charges financières obligatoires
  - o Contraintes

Ainsi les éléments de fonds propres sont classés selon la logique suivante :

| Critères satisfaits                                       | Niveau   |
|---|----------|
| Fonds propres de base + Disponibilité + Subordination     | Niveau 1 |
| Fonds propres de base + Subordination                     | Niveau 2 |
| Fonds propres auxiliaires + Disponibilité + Subordination | Niveau 2 |
| Autres éléments   | Niveau 3 |

L'ensemble des fonds propres de l'Institution est de niveau 1.

## E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

### E.2.a. Ajustement via les impôts différés

*Sources réglementaires : Article 206 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014*

L'ajustement visant à tenir compte de la capacité d'absorption des impôts différés est égal à :

$$Adj_{DT} = \max(\min(25\% \times [BSCR + SCR_{op} + Adj_{TP}]; IDP - IDA); 0)$$

Avec IDP = Impôt différé passif et IDA = Impôt différé actif.

La position nette des impôts différés étant nulle, **il n'y a pas d'ajustement via les impôts différés.**

### E.2.b. Ajustement via les provisions techniques

*Sources réglementaires : Article 206 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014*

Il n'y a pas d'ajustement par rapport aux provisions techniques pour les présentes activités de la CARCO.



## E.2.c. SCR

*Sources réglementaires : Article 217 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014*

|                                  | SCR 2022          | SCR 2023         | Evolution   |
|----------------------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Défaut                           | 6 303 k€          | 3 275 k€         | -48%        |
| Marché                           | 41 408 k€         | 7 763 k€         | -81%        |
| Santé                            | 2 092 k€          | 2 008 k€         | -4%         |
| Non-vie                          | 0 k€              | 0 k€             |             |
| Vie                              | 68 780 k€         | 934 k€           | -99%        |
| Intangible                       | 0 k€              | 0 k€             |             |
| <b>Total</b>                     | <b>118 583 k€</b> | <b>13 980 k€</b> | <b>-88%</b> |
| <i>Diversification</i>           | <i>-26 755 k€</i> | <i>-3 695 k€</i> | <i>-86%</i> |
| <b>BSCR</b>                      | <b>91 828 k€</b>  | <b>10 285 k€</b> | <b>-89%</b> |
| Opérationnel                     | 2 420 k€          | 462 k€           | -81%        |
| Ajustement pour impôts           | -144 k€           | 0 k€             | -100%       |
| Ajustement provisions techniques | -76 609 k€        | 0 k€             | -100%       |
| <b>SCR</b>                       | <b>17 496 k€</b>  | <b>10 746 k€</b> | <b>-39%</b> |

**Conclusion :** Le risque de marché et le risque de défaut sont les composantes principales du SCR de la CARCO. Cela est lié au fait que l'activité soit étroitement liée à l'activité de l'entité du FRPS désormais intégrée en tant que participation dans le bilan prudentiel.

Fin 2023, le SCR s'établit donc à **10 746 k€** contre 17 496 k€ à fin 2022.

Les montants de fonds propres de niveaux 2 et 3 éligibles pour couvrir le SCR sont soumis à des limites quantitatives.

Ces limites sont telles qu'elles garantissent, au moins, que les conditions suivantes sont réunies :

- La part des éléments de niveau 1 compris dans les fonds propres éligibles représente plus du tiers du montant total des fonds propres éligibles.
- Le montant éligible des éléments de niveau 3 représente moins du tiers du montant total des fonds propres éligibles.

Elles sont définies ainsi dans les actes délégués :

- Le montant éligible des éléments de niveau 1 est supérieur à 50% du SCR.
- Le montant éligible des éléments de niveau 3 est inférieur à 15% du SCR.



Pour l'Institution, l'ensemble des fonds propres est de niveau 1 et peut être retenu en intégralité en couverture du SCR.

Pour l'Institution, l'ensemble des fonds propres est de niveau 1 et peut être retenu en intégralité en couverture du SCR.

| Normes Solvabilité II                       | 2022        | 2023        | Evolution 2022-2023   |
|---|-------------|-------------|-----------------------|
| Niveau de Solvabilité Requis                | 17 496 k€   | 10 746 k€   | -39%                  |
| Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR | 33 490 k€   | 31 541 k€   | -6%                   |
| <b>Ratio de couverture du SCR</b>           | <b>191%</b> | <b>294%</b> | <b>+ 102.1 Points</b> |

## E.2.d. MCR

*Sources réglementaires : Article 248 à 253 du règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission du 10 octobre 2014*

Le MCR est déterminé par 5 éléments :

- Les primes santé de l'exercice.
- Les provisions nettes de réassurance santé de l'exercice.
- Les capitaux sous risques de l'exercice.
- Le SCR.
- L'AMCR.

$$MCR = \max\{AMCR; \min\{45\% \times SCR; \max(25\% \times SCR; 4.7\% \times PT_{NVn} + 4.7\% \times P_n + 2.1\% \times PT_{Vn} + 0.07\% \times CAR)\}\}$$

Où

- $P_n$  représente le niveau de primes en n.
- $PT_{NVn}$  et  $PT_{Vn}$  représentent les niveaux de provisions techniques en Non-Vie et en Vie fin n.
- AMCR représente le fonds de garantie.
- CAR représente les capitaux sous risques.

### E.2.d.i. MCR linéaire

Le MCR linéaire non-vie est calculé comme une combinaison linéaire des volumes de provisions (hors marge de risque) et de primes. Ces volumes sont nets de réassurance et calculés par ligne d'activité. Il atteint **529 k€**.

Le MCR linéaire vie est calculé comme une combinaison linéaire des provisions techniques (Best Estimate) nettes de réassurance et des capitaux sous risque. Il atteint **244 k€**.



#### E.2.d.ii. MCR combiné

Le MCR ne peut être inférieur à 25% du SCR et ne peut dépasser 45% du SCR.

Compte tenu du SCR évalué précédemment, le MCR combiné atteint : **2 687 k€**.

#### E.2.d.iii. MCR retenu

Le MCR ne peut être inférieur à un seuil plancher fonction de l'activité de l'organisme.

- Organisme vie : 4,0M€.
- Organisme non-vie : 2,7M€.
- Organisme mixte : 6,7M€.

|                       | 2023            |
|-----------------------|-----------------|
| MCR Non Vie           | 530 k€          |
| MCR Vie               | 245 k€          |
| <b>MCR linéaire</b>   | <b>774 k€</b>   |
| Plancher du SCR (25%) | 2 687 k€        |
| Plafond du SCR (45%)  | 4 836 k€        |
| <b>MCR combiné</b>    | <b>2 687 k€</b> |
| AMCR                  | 6 700 k€        |
| <b>MCR</b>            | <b>6 700 k€</b> |

### E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

L'Institution n'utilise pas le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée prévue à l'article 304 de la directive. Ainsi, aucune autre information relative à ce point n'est à reporter dans le présent rapport.

### E.4. Différence entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

L'Institution utilise uniquement la formule standard pour ses besoins de calcul du capital de solvabilité requis (SCR). Aucun calcul du capital de solvabilité requis (SCR) n'est réalisé via un modèle interne, même partiellement. Ainsi, aucune différence ou écart méthodologique ou autre n'est à reporter dans le présent rapport.



## **E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis**

Aucun manquement en capital relatif au capital minimum requis (MCR) ou au capital de solvabilité requis (SCR) n'a été identifié sur la période de référence ou n'est raisonnablement prévisible sur la période de projection et n'est à reporter dans le présent rapport.

## **E.6. Autres informations**

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Institution susceptible d'impacter la structure ou les modalités de gestion des fonds propres présentée plus haut n'est à mentionner.





## ANNEXES

### QRT annuels publics :

- S.02.01.02 - Bilan
- S.05.01.02 - Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité
- S.12.01.02 - Provisions techniques vie et santé SLT
- S.17.01.02 - Provisions techniques non-vie
- S.19.01.01 - Sinistres en non-vie
- S.23.01.01 - Fonds Propres
- S.25.01.01 - Capital de solvabilité requis
- S.28.02.01 - Minimum de capital requis

**Annexe I**  
**S.02.01.02**  
**Bilan**

|   | <b>Valeur Solvabilité II</b>    |
|---|---------------------------------|
|   | <b>C0010</b>                    |
| <b>Actifs</b>   |                                 |
| Goodwill  | <del>                    </del> |
| Frais d'acquisition différés  | <del>                    </del> |
| Immobilisations incorporelles   | <del>                    </del> |
| Actifs d'impôts différés  | <del>                    </del> |
| Excédent du régime de retraite  | <del>                    </del> |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre  | 254 756                         |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés) | 33 508 906                      |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)  | 1 895 000                       |
| Détenions dans des entreprises liées, y compris participations                                  | 2 722 505                       |
| Actions   | -                               |
| Actions – cotées  | -                               |
| Actions – non cotées  | -                               |
| Obligations   | 14 025 126                      |
| Obligations d'État  | 6 264 281                       |
| Obligations d'entreprise  | 7 760 845                       |
| Titres structurés   | -                               |
| Titres garantis   | -                               |
| Organismes de placement collectif   | 14 805 794                      |
| Produits dérivés  | -                               |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie   | 60 481                          |
| Autres investissements  | -                               |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés                             | -                               |
| Prêts et prêts hypothécaires  | 2 708 554                       |
| Avances sur police  | -                               |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers   | 2 708 554                       |
| Autres prêts et prêts hypothécaires   | -                               |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance                                      | 30 784 145                      |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie   | 6 959 389                       |
| Non-vie hors santé  | -                               |
| Santé similaire à la non-vie  | 6 959 389                       |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés                                      | 23 824 756                      |
| Santé similaire à la vie  | 12 260 742                      |
| Vie hors santé, UC et indexés   | 11 564 014                      |
| Vie UC et indexés   | -                               |
| Dépôts auprès des cédantes  | -                               |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires                  | 922 943                         |
| Créances nées d'opérations de réassurance   | 927 893                         |
| Autres créances (hors assurance)  | 16 134 828                      |
| Actions propres auto-détenues (directement)   | -                               |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)                   | -                               |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie   | 4 620 617                       |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus  | -                               |
| <b>Total de l'actif</b>   | <b>89 862 642</b>               |

**Annexe I**  
**S.02.01.02**  
**Bilan**

**Passifs**

Provisions techniques non-vie

Provisions techniques non-vie (hors santé)

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

Provisions techniques vie (hors UC et indexés)

Provisions techniques santé (similaire à la vie)

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

Provisions techniques UC et indexés

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

Autres provisions techniques

Passifs éventuels

Provisions autres que les provisions techniques

Provisions pour retraite

Dépôts des réassureurs

Passifs d'impôts différés

Produits dérivés

Dettes envers des établissements de crédit

Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit

Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires

Dettes nées d'opérations de réassurance

Autres dettes (hors assurance)

Passifs subordonnés

Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base

Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base

Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus

**Total du passif**

**Excédent d'actif sur passif**

|              |              |
|--------------|--------------|
|              |              |
|              |              |
| <b>R0510</b> | 10 307 143   |
| <b>R0520</b> | -            |
| <b>R0530</b> | -            |
| <b>R0540</b> | -            |
| <b>R0550</b> | -            |
| <b>R0560</b> | 10 307 143   |
| <b>R0570</b> | -            |
| <b>R0580</b> | 10 071 117   |
| <b>R0590</b> | 236 026      |
| <b>R0600</b> | 36 233 609   |
| <b>R0610</b> | 18 398 847   |
| <b>R0620</b> | -            |
| <b>R0630</b> | 18 081 512   |
| <b>R0640</b> | 317 335      |
| <b>R0650</b> | 17 834 762   |
| <b>R0660</b> | -            |
| <b>R0670</b> | 17 387 620   |
| <b>R0680</b> | 447 142      |
| <b>R0690</b> | -            |
| <b>R0700</b> | -            |
| <b>R0710</b> | -            |
| <b>R0720</b> | -            |
| <b>R0730</b> | <del>-</del> |
| <b>R0740</b> | -            |
| <b>R0750</b> | 707 409      |
| <b>R0760</b> | 122 821      |
| <b>R0770</b> | -            |
| <b>R0780</b> | -            |
| <b>R0790</b> | -            |
| <b>R0800</b> | 4 089        |
| <b>R0810</b> | -            |
| <b>R0820</b> | 253 953      |
| <b>R0830</b> | 971 121      |
| <b>R0840</b> | 9 839 047    |
| <b>R0850</b> | -            |
| <b>R0860</b> | -            |
| <b>R0870</b> | -            |
| <b>R0880</b> | -            |
| <b>R0900</b> | 58 439 193   |
| <b>R1000</b> | 31 423 449   |







Annexe I

S.12.01.02

Provisions techniques vie et santé SLT

|  | Assurance avec participation aux bénéficiaires | Assurance indexée et en unités de compte |                                    | Autres assurances vie              |                                    |       | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé |       |
|--|--|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------|---|-------|
|  |  | Contrats sans options ni garanties       | Contrats avec options ou garanties | Contrats sans options ni garanties | Contrats avec options ou garanties |       |   |       |
|  | C0020  | C0030                                    | C0040                              | C0050                              | C0060                              | C0070 | C0080   | C0090 |
| <b>Provisions techniques calculées comme un tout</b>   | R0010  | -  | -                                  |                                    | 17 388                             |       |   | -     |
| réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant                               | R0020  | -  | -                                  |                                    | 11 564                             |       |   | -     |
| <b>Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque</b>  |  |  |                                    |                                    |                                    |       |   |       |
| <b>Meilleure estimation</b>  |  |  |                                    |                                    |                                    |       |   |       |
| <b>Meilleure estimation brute</b>  | R0030  | -  | -                                  | -                                  | -                                  | -     | -   | -     |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0080  | -  | -                                  | -                                  | -                                  | -     | -   | -     |
| Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total   | R0090  | -  | -                                  | -                                  | -                                  | -     | -   | -     |
| <b>Marge de risque</b>   | R0100  | -  | -                                  |                                    | 447                                |       |   | -     |
| <b>Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques</b>   |  |  |                                    |                                    |                                    |       |   |       |
| Provisions techniques calculées comme un tout  | R0110  | -  | -                                  |                                    | -                                  |       |   | -     |
| Meilleure estimation   | R0120  | -  | -                                  |                                    | -                                  |       |   | -     |
| Marge de risque  | R0130  | -  | -                                  |                                    | -                                  |       |   | -     |
| <b>Provisions techniques – Total</b>   | R0200  | -  | -                                  |                                    | -                                  |       |   | -     |

(suite)

Annexe I

S.12.01.02

Provisions techniques vie et santé SLT

|   | Réassurance acceptée | Total (vie hors santé, y compris UC) | Assurance santé (assurance directe) |                                    | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé | Réassurance santé (réassurance acceptée) | Total (santé similaire à la vie) |        |
|---|----------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|--|--|----------------------------------|--------|
|   |                      |                                      | Contrats sans options ni garanties  | Contrats avec options ou garanties |  |  |                                  |        |
|   | C0100                | C0150                                | C0160                               | C0170                              | C0180  | C0190                                    | C0200                            | C0210  |
| <b>Provisions techniques calculées comme un tout</b>  |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>R0010</b>  | -                    | 17 388                               | -                                   |                                    |  | 18 082                                   | -                                | 18 082 |
| <b>R0020</b>  | -                    | 11 564                               | -                                   |                                    |  | 12 261                                   | -                                | 12 261 |
|   |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque</b> |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>Meilleure estimation</b>   |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>Meilleure estimation brute</b>   |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>R0030</b>  | -                    | -                                    |                                     |                                    |  | -  | -                                | -      |
| <b>R0080</b>  | -                    | -                                    |                                     |                                    |  | -  | -                                | -      |
| <b>R0090</b>  | -                    | -                                    |                                     |                                    |  | -  | -                                | -      |
| <b>Marge de risque</b>  |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>R0100</b>  | -                    | 447                                  | -                                   |                                    |  | 317                                      | -                                | 317    |
| <b>Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques</b>                                  |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>R0110</b>  | -                    | -                                    | -                                   |                                    |  | -  | -                                | -      |
| <b>R0120</b>  | -                    | -                                    |                                     |                                    |  | -  | -                                | -      |
| <b>R0130</b>  | -                    | -                                    | -                                   |                                    |  | -  | -                                | -      |
| <b>Provisions techniques – Total</b>  |                      |                                      |                                     |                                    |  |  |                                  |        |
| <b>R0200</b>  | -                    | -                                    | -                                   |                                    |  | -  | -                                | -      |

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout

Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque  
Meilleure estimation

Meilleure estimation brute  
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total

Marge de risque  
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

Provisions techniques – Total



Annexe I  
S.17.01.02  
Provisions techniques non-vie

**Provisions techniques calculées comme un tout**

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout

**Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque**

**Meilleure estimation**

Provisions pour primes

Brut

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des provisions pour primes

**Provisions pour sinistres**

Brut

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres

**Total meilleure estimation – brut**

**Total meilleure estimation – net**

**Marge de risque**

**Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques**

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

**Provisions techniques – Total**

Provisions techniques – Total

Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total

Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite

| Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée |                                   |  |   |  |   |
|---|-----------------------------------|--|---|--|---|
| Assurance des frais médicaux                              | Assurance de protection du revenu | Assurance d'indemnisation des travailleurs | Assurance de responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Assurance maritime, aérienne et transport |
| C0020   | C0030                             | C0040                                      | C0050   | C0060                                  | C0070                                     |
| <b>R0010</b>  | -                                 | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0050</b>  | -                                 | -  | -   | -                                      | -   |
|   |                                   |  |   |  |   |
|   |                                   |  |   |  |   |
|   |                                   |  |   |  |   |
| <b>R0060</b>  | 579                               | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0140</b>  | 242                               | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0150</b>  | 337                               | -  | -   | -                                      | -   |
|   |                                   |  |   |  |   |
| <b>R0160</b>  | 10 650                            | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0240</b>  | 7 201                             | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0250</b>  | 3 449                             | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0260</b>  | 10 071                            | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0270</b>  | 3 112                             | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0280</b>  | 236                               | -  | -   | -                                      | -   |
|   |                                   |  |   |  |   |
| <b>R0290</b>  | -                                 | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0300</b>  | -                                 | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0310</b>  | -                                 | -  | -   | -                                      | -   |
|   |                                   |  |   |  |   |
| <b>R0320</b>  | -                                 | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0330</b>  | 10 307                            | -  | -   | -                                      | -   |
| <b>R0340</b>  | 6 959                             | -  | -   | -                                      | -   |

**Annexe I**  
**S.17.01.02**  
**Provisions techniques non-vie**

**Provisions techniques calculées comme un tout**

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout

**Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque**

**Meilleure estimation**

Provisions pour primes

Brut

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des provisions pour primes

**Provisions pour sinistres**

Brut

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres

**Total meilleure estimation – brut**

**Total meilleure estimation – net**

**Marge de risque**

**Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques**

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

**Provisions techniques – Total**

Provisions techniques – Total

Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total

Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite

| <b>Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée</b> |  |  |  |                   |                                    |
|--|--|--|--|-------------------|------------------------------------|
| <b>Assurance incendie et autres dommages aux biens</b>           | <b>Assurance de responsabilité civile générale</b> | <b>Assurance crédit et cautionnement</b> | <b>Assurance de protection juridique</b> | <b>Assistance</b> | <b>Pertes pécuniaires diverses</b> |
| <b>C0080</b>   | <b>C0090</b>                                       | <b>C0100</b>                             | <b>C0110</b>                             | <b>C0120</b>      | <b>C0130</b>                       |
| <b>R0010</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0050</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
|  |  |  |  |                   |                                    |
|  |  |  |  |                   |                                    |
| <b>R0060</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0140</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0150</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
|  |  |  |  |                   |                                    |
| <b>R0160</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0240</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0250</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0260</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0270</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0280</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
|  |  |  |  |                   |                                    |
| <b>R0290</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0300</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0310</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
|  |  |  |  |                   |                                    |
| <b>R0320</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0330</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |
| <b>R0340</b>   | -  | -  | -  | -                 | -                                  |

Annexe I  
S.17.01.02  
Provisions techniques non-vie

**Provisions techniques calculées comme un tout**

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout

**Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque**

**Meilleure estimation**

Provisions pour primes

Brut

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des provisions pour primes

**Provisions pour sinistres**

Brut

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie

Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres

**Total meilleure estimation – brut**

**Total meilleure estimation – net**

**Marge de risque**

**Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques**

Provisions techniques calculées comme un tout

Meilleure estimation

Marge de risque

**Provisions techniques – Total**

Provisions techniques – Total

Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total

Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite

|              | Réassurance non proportionnelle acceptée |   |   |  | Total engagements en non-vie |
|--------------|--|---|---|--|------------------------------|
|              | Réassurance santé non proportionnelle    | Réassurance accidents non proportionnelle | Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle | Réassurance dommages non proportionnelle |                              |
|              | C0140                                    | C0150                                     | C0160   | C0170                                    | C0180                        |
| <b>R0010</b> | -  | -   | -   | -  | -                            |
| <b>R0050</b> | -  | -   | -   | -  | -                            |
|              | <del>-</del>                             | <del>-</del>                              | <del>-</del>  | <del>-</del>                             | <del>0</del>                 |
|              | <del>-</del>                             | <del>-</del>                              | <del>-</del>  | <del>-</del>                             | <del>0</del>                 |
|              | <del>-</del>                             | <del>-</del>                              | <del>-</del>  | <del>-</del>                             | <del>0</del>                 |
| <b>R0060</b> | -  | -   | -   | -  | - 579                        |
| <b>R0140</b> | -  | -   | -   | -  | - 242                        |
| <b>R0150</b> | -  | -   | -   | -  | - 337                        |
|              | <del>-</del>                             | <del>-</del>                              | <del>-</del>  | <del>-</del>                             | <del>0</del>                 |
| <b>R0160</b> | -  | -   | -   | -  | 10 650                       |
| <b>R0240</b> | -  | -   | -   | -  | 7 201                        |
| <b>R0250</b> | -  | -   | -   | -  | 3 449                        |
| <b>R0260</b> | -  | -   | -   | -  | 10 071                       |
| <b>R0270</b> | -  | -   | -   | -  | 3 112                        |
| <b>R0280</b> | -  | -   | -   | -  | 236                          |
|              | <del>-</del>                             | <del>-</del>                              | <del>-</del>  | <del>-</del>                             | <del>0</del>                 |
| <b>R0290</b> | -  | -   | -   | -  | -                            |
| <b>R0300</b> | -  | -   | -   | -  | -                            |
| <b>R0310</b> | -  | -   | -   | -  | -                            |
|              | <del>-</del>                             | <del>-</del>                              | <del>-</del>  | <del>-</del>                             | <del>0</del>                 |
| <b>R0320</b> | -  | -   | -   | -  | -                            |
| <b>R0330</b> | -  | -   | -   | -  | 10 307                       |
| <b>R0340</b> | -  | -   | -   | -  | 6 959                        |

Annexe I  
S.19.01.01  
Sinistres en non-vie

|  |       |      |
|--|-------|------|
| Ligne d'activité                         | Z0010 | 2.00 |
| Année d'accident / année de souscription | Z0020 | 1.00 |
| Monnaie                                  | Z0030 | EUR  |
| Conversions monétaires                   | Z0040 | 2.00 |

Sinistres payés bruts (non cumulés)  
(valeur absolue)

| Année        | Année de développement |     |       |     |     |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         | Pour l'année en cours | Somme des années (cumulés) |       |              |       |              |       |
|--------------|------------------------|-----|-------|-----|-----|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|---------|-----------------------|----------------------------|-------|--------------|-------|--------------|-------|
|              | 0                      | 1   | 2     | 3   | 4   | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 et + |                       |                            |       |              |       |              |       |
| Précédentes  | R0100                  |     |       |     |     |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |                       | R0100                      | -     | C0180        | -     |              |       |
| N-14         | R0110                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0110                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-13         | R0120                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0120                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-12         | R0130                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0130                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-11         | R0140                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0140                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-10         | R0150                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0150                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-9          | R0160                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0160                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-8          | R0170                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0170                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-7          | R0180                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0180                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-6          | R0190                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0190                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-5          | R0200                  | -   | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0200                      | -     | C0170        | -     | C0180        | -     |
| N-4          | R0210                  | -   | -     | -   | -   | 8 | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0210                      | 8     | C0170        | 8     | C0180        | 8     |
| N-3          | R0220                  | -   | -     | -   | 274 | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0220                      | 274   | C0170        | 274   | C0180        | 274   |
| N-2          | R0230                  | -   | -     | 475 | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0230                      | 475   | C0170        | 475   | C0180        | 475   |
| N-1          | R0240                  | -   | 1 040 | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0240                      | 1 040 | C0170        | 1 040 | C0180        | 1 040 |
| N            | R0250                  | 535 | -     | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | R0250                      | 535   | C0170        | 535   | C0180        | 535   |
| <b>Total</b> | <b>R0260</b>           |     |       |     |     |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |                       | <b>R0260</b>               | 2 332 | <b>C0170</b> | 2 332 | <b>C0180</b> | 2 332 |

Annexe I  
S.19.01.01  
Sinistres en non-vie  
Recouvrements de réassurance reçus (non cumulés)  
(valeur absolue)

| Année        | Année de développement |     |     |     |     |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         | Pour l'année en cours | Somme des années (cumulés) |              |       |       |
|--------------|------------------------|-----|-----|-----|-----|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|---------|-----------------------|----------------------------|--------------|-------|-------|
|              | 0                      | 1   | 2   | 3   | 4   | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 et + |                       |                            | C0760        | C0770 |       |
| Précédentes  | R0300                  |     |     |     |     |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |                       |                            | R0300        | -     | -     |
| N-14         | R0310                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0310        | -     | -     |
| N-13         | R0320                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0320        | -     | -     |
| N-12         | R0330                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0330        | -     | -     |
| N-11         | R0340                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0340        | -     | -     |
| N-10         | R0350                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0350        | -     | -     |
| N-9          | R0360                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0360        | -     | -     |
| N-8          | R0370                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0370        | -     | -     |
| N-7          | R0380                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0380        | -     | -     |
| N-6          | R0390                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0390        | -     | -     |
| N-5          | R0400                  | -   | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0400        | -     | -     |
| N-4          | R0410                  | -   | -   | -   | -   | 5 | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0410        | 5     | 5     |
| N-3          | R0420                  | -   | -   | -   | 192 | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0420        | 192   | 192   |
| N-2          | R0430                  | -   | -   | 333 | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0430        | 333   | 333   |
| N-1          | R0440                  | -   | 728 | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0440        | 728   | 728   |
| N            | R0450                  | 374 | -   | -   | -   | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                     | -                          | R0450        | 374   | 374   |
| <b>Total</b> | <b>R0460</b>           |     |     |     |     |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |                       |                            | <b>R0460</b> | 1 632 | 1 632 |

Annexe I  
S.19.01.01  
Sinistres en non-vie  
Sinistres payés nets (non cumulés)  
(valeur absolue)

|             |       | Année de développement |     |     |     |    |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    | Pour l'année en cours | Somme des années (cumulés) |              |            |     |
|-------------|-------|------------------------|-----|-----|-----|----|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|-----------------------|----------------------------|--------------|------------|-----|
|             |       | 0                      | 1   | 2   | 3   | 4  | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |                       |                            | 15 et +      |            |     |
| Précédentes | R0500 |                        |     |     |     |    |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |                       |                            | C1360        | C1370      |     |
|             | N-14  | R0510                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0500        | -          | -   |
|             | N-13  | R0520                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0510        | -          | -   |
|             | N-12  | R0530                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0520        | -          | -   |
|             | N-11  | R0540                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0530        | -          | -   |
|             | N-10  | R0550                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0540        | -          | -   |
|             | N-9   | R0560                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0550        | -          | -   |
|             | N-8   | R0570                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0560        | -          | -   |
|             | N-7   | R0580                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0570        | -          | -   |
|             | N-6   | R0590                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0580        | -          | -   |
|             | N-5   | R0600                  | -   | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0590        | -          | -   |
|             | N-4   | R0610                  | -   | -   | -   | -  | 2 | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0600        | -          | -   |
|             | N-3   | R0620                  | -   | -   | -   | 82 | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0610        | 2          | 2   |
|             | N-2   | R0630                  | -   | -   | 143 | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0620        | 82         | 82  |
|             | N-1   | R0640                  | -   | 312 | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0630        | 143        | 143 |
|             | N     | R0650                  | 160 | -   | -   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -                     | -                          | R0640        | 312        | 312 |
|             |       |                        |     |     |     |    |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |                       | R0650                      | 160          | 160        |     |
|             |       |                        |     |     |     |    |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |                       | <b>Total</b>               | <b>R0660</b> | <b>700</b> |     |

Annexe I  
S.19.01.01  
Sinistres en non-vie

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées  
(valeur absolue)

| Année        | Année de développement |       |       |       |    |    |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         | Fin d'année<br>(données actualisées) |       |              |        |
|--------------|------------------------|-------|-------|-------|----|----|---|---|---|---|----|----|----|----|----|---------|--------------------------------------|-------|--------------|--------|
|              | 0                      | 1     | 2     | 3     | 4  | 5  | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 et + |                                      | C0360 |              |        |
| Précédentes  | R0100                  |       |       |       |    |    |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |                                      |       | R0100        | -      |
| N-14         | R0110                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0110        | -      |
| N-13         | R0120                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0120        | -      |
| N-12         | R0130                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0130        | -      |
| N-11         | R0140                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0140        | -      |
| N-10         | R0150                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0150        | -      |
| N-9          | R0160                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0160        | -      |
| N-8          | R0170                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0170        | -      |
| N-7          | R0180                  | -     | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0180        | -      |
| N-6          | R0190                  | 7 971 | 2 842 | 1 142 | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0190        | -      |
| N-5          | R0200                  | 7 413 | 2 798 | 610   | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0200        | -      |
| N-4          | R0210                  | 6 922 | 2 785 | 806   | 14 | 20 | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0210        | 19     |
| N-3          | R0220                  | 3 223 | 3 419 | 2 514 | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0220        | -      |
| N-2          | R0230                  | 6 553 | 3 418 | 1 139 | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0230        | 1 029  |
| N-1          | R0240                  | 5 964 | 2 775 | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0240        | 2 466  |
| N            | R0250                  | 7 958 | -     | -     | -  | -  | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                    | -     | R0250        | 7 136  |
| <b>Total</b> | <b>R0260</b>           |       |       |       |    |    |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |                                      |       | <b>R0260</b> | 10 650 |

Annexe I  
S.19.01.01

Sinistres en non-vie

Meilleure estimation provisions pour sinistres non actualisées – Montants recouvrables au titre de la réassurance

(valeur absolue)

Année de développement

| Année        | Année de développement |       |       |       |    |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         | Fin d'année<br>(données<br>actualisées) |       |              |              |
|--------------|------------------------|-------|-------|-------|----|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|---------|---|-------|--------------|--------------|
|              | 0                      | 1     | 2     | 3     | 4  | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 et + |   | C0960 |              |              |
| Précédentes  | R0300                  |       |       |       |    |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |   |       | R0300        | -            |
| N-14         | R0310                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0310        | -            |
| N-13         | R0320                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0320        | -            |
| N-12         | R0330                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0330        | -            |
| N-11         | R0340                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0340        | -            |
| N-10         | R0350                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0350        | -            |
| N-9          | R0360                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0360        | -            |
| N-8          | R0370                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0370        | -            |
| N-7          | R0380                  | -     | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0380        | -            |
| N-6          | R0390                  | 5 579 | 1 989 | 800   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0390        | -            |
| N-5          | R0400                  | 5 189 | 1 958 | 427   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0400        | -            |
| N-4          | R0410                  | 4 845 | 1 950 | 564   | 10 | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0410        | 13           |
| N-3          | R0420                  | 2 256 | 2 393 | 1 760 | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0420        | -            |
| N-2          | R0430                  | 4 587 | 2 393 | 797   | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0430        | 695          |
| N-1          | R0440                  | 4 175 | 1 942 | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0440        | 1 667        |
| N            | R0450                  | 5 570 | -     | -     | -  | - | - | - | - | - | -  | -  | -  | -  | -  | -       | -                                       | -     | R0450        | 4 826        |
| <b>Total</b> | <b>R0460</b>           |       |       |       |    |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |         |   |       | <b>R0460</b> | <b>7 201</b> |













**Annexe I**  
**S.23.01.01**  
**Fonds propres**

**Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35**

Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)  
 Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires  
 Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel  
 Comptes mutualistes subordonnés  
 Fonds excédentaires  
 Actions de préférence  
 Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence  
 Réserve de réconciliation  
 Passifs subordonnés  
 Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets  
 Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra

**Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II**

Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II

**Déductions**

Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers

**Total fonds propres de base après déductions**

**Fonds propres auxiliaires**

Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande  
 Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et callables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel

Actions de préférence non libérées et non appelées, callables sur demande  
 Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE  
 Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE  
 Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE  
 Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE

Autres fonds propres auxiliaires

|              | Total  | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|--------------|--------|--------------------------|----------------------|----------|----------|
|              | C0010  | C0020                    | C0030                | C0040    | C0050    |
| <b>R0010</b> | -      | -                        |                      | -        |          |
| <b>R0030</b> | -      | -                        |                      | -        |          |
| <b>R0040</b> | 381    | 381                      |                      | -        |          |
| <b>R0050</b> | -      |                          | -                    | -        | -        |
| <b>R0070</b> | -      | -                        |                      |          |          |
| <b>R0090</b> | -      |                          | -                    | -        | -        |
| <b>R0110</b> | -      |                          | -                    | -        | -        |
| <b>R0130</b> | 31 042 | 31 042                   |                      |          |          |
| <b>R0140</b> | -      |                          | -                    | -        | -        |
| <b>R0160</b> | -      |                          |                      |          | -        |
| <b>R0180</b> | -      | -                        | -                    | -        | -        |
| <b>R0220</b> | -      |                          |                      |          |          |
| <b>R0230</b> | -      | -                        | -                    | -        |          |
| <b>R0290</b> | 31 423 | 31 423                   | -                    | -        | -        |
| <b>R0300</b> |        |                          |                      | -        |          |
| <b>R0310</b> | -      |                          |                      | -        |          |
| <b>R0320</b> | -      |                          |                      | -        | -        |
| <b>R0330</b> | -      |                          |                      | -        | -        |
| <b>R0340</b> | -      |                          |                      | -        |          |
| <b>R0350</b> | -      |                          |                      | -        |          |
| <b>R0360</b> | -      |                          |                      | -        |          |
| <b>R0370</b> | -      |                          |                      | -        | -        |
| <b>R0390</b> | -      |                          |                      | -        | -        |

**Annexe I**

**S.23.01.01**

**Fonds propres**

**Total fonds propres auxiliaires**

**Fonds propres éligibles et disponibles**

Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis

Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis

Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis

Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis

**Capital de solvabilité requis**

**Minimum de capital requis**

**Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis**

**Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis**

**Réserve de réconciliation**

Excédent d'actif sur passif

Actions propres (détenues directement et indirectement)

Dividendes, distributions et charges prévisibles

Autres éléments de fonds propres de base

Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés

**Réserve de réconciliation**

**Bénéfices attendus**

Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie

Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie

**Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)**

|              | <b>Total</b> | <b>Niveau 1 – non restreint</b> | <b>Niveau 1 – restreint</b> | <b>Niveau 2</b> | <b>Niveau 3</b> |
|--------------|--------------|---------------------------------|-----------------------------|-----------------|-----------------|
|              | <b>C0010</b> | <b>C0020</b>                    | <b>C0030</b>                | <b>C0040</b>    | <b>C0050</b>    |
| <b>R0400</b> | -            |                                 |                             | -               | -               |
| <b>R0500</b> | 31 423       | 31 423                          | -                           | -               | -               |
| <b>R0510</b> | 31 423       | 31 423                          | -                           | -               |                 |
| <b>R0540</b> | 31 423       | 31 423                          | -                           | -               | -               |
| <b>R0550</b> | 31 423       | 31 423                          | -                           | -               |                 |
| <b>R0580</b> | 10 746       |                                 |                             |                 |                 |
| <b>R0600</b> | 6 700        |                                 |                             |                 |                 |
| <b>R0620</b> | 292%         |                                 |                             |                 |                 |
| <b>R0640</b> | 469%         |                                 |                             |                 |                 |

|              | <b>C0060</b> |     |
|--------------|--------------|-----|
| <b>R0700</b> | 31 423       |     |
| <b>R0710</b> | -            |     |
| <b>R0720</b> | -            |     |
| <b>R0730</b> | 381          |     |
| <b>R0740</b> | -            |     |
| <b>R0760</b> | 31 042       |     |
| <b>R0770</b> | -            | 474 |
| <b>R0780</b> | -            | 337 |
| <b>R0790</b> | -            | 137 |

**Annexe I**

**S.25.01.01**

**Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard**

Article 112 **Z0010**

|      |
|------|
| A001 |
|------|

Risque de marché  
 Risque de défaut de la contrepartie  
 Risque de souscription en vie  
 Risque de souscription en santé  
 Risque de souscription en non-vie  
 Diversification  
 Risque lié aux immobilisations incorporelles

**Capital de solvabilité requis de base**

**Calcul du capital de solvabilité requis**

Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE  
 Risque opérationnel  
 Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques  
 Capacité d'absorption de pertes des impôts différés  
 Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE

**Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire**

Exigences de capital supplémentaire déjà définies

**Capital de solvabilité requis**

**Autres informations sur le SCR**

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée  
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante  
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés  
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur  
 Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304  
 Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE.  
 Prestations discrétionnaires futures nettes

| Capital de solvabilité requis net | Capital de solvabilité requis brut | Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE |
|-----------------------------------|------------------------------------|---|
| C0030                             | C0040                              | C0050   |
| R0010 7 763                       | 7 763                              |   |
| R0020 3 275                       | 3 275                              |   |
| R0030 934                         | 934                                |   |
| R0040 2 008                       | 2 008                              |   |
| R0050 -                           | -                                  |   |
| R0060 - 3 695                     | - 3 695                            |   |
| R0070 -                           | -                                  |   |
| R0100 10 285                      | 10 285                             |   |

**C0100**

|       |        |
|-------|--------|
| R0120 | -      |
| R0130 | 462    |
| R0140 | -      |
| R0150 | -      |
| R0160 | -      |
| R0200 | 10 746 |
| R0210 | -      |
| R0220 | 10 746 |
|       |        |
| R0400 | -      |
| R0410 | -      |
| R0420 | -      |
| R0430 | -      |
| R0440 | -      |
| R0450 | -      |
| R0460 | -      |



Annexe I

S.28.02.01

Minimum de capital requis – Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

|   | Activités en non-vie            |       | Activités en vie                |   |
|---|---------------------------------|-------|---------------------------------|---|
|   | Résultat MCR <sub>(NL,NL)</sub> |       | Résultat MCR <sub>(NL,NL)</sub> |   |
|   | C0010                           | C0020 |                                 |   |
| Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie | R0010                           | 530   |                                 | - |

Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente  
 Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente  
 Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente  
 Réassurance santé non proportionnelle  
 Réassurance accidents non proportionnelle  
 Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle  
 Réassurance dommages non proportionnelle

|       | Activités en non-vie  |   | Activités en vie  |   |
|-------|---|---|---|---|
|       | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) |
|       | C0030   | C0040   | C0050   | C0060   |
| R0020 | -   | -   | -   | -   |
| R0030 | 3 112   | 1 435   | -   | -   |
| R0040 | -   | -   | -   | -   |
| R0050 | -   | -   | -   | -   |
| R0060 | -   | -   | -   | -   |
| R0070 | -   | -   | -   | -   |
| R0080 | -   | -   | -   | -   |
| R0090 | -   | -   | -   | -   |
| R0100 | -   | -   | -   | -   |
| R0110 | -   | -   | -   | -   |
| R0120 | -   | -   | -   | -   |
| R0130 | -   | -   | -   | -   |
| R0140 | -   | -   | -   | -   |
| R0150 | -   | -   | -   | -   |
| R0160 | -   | -   | -   | -   |
| R0170 | -   | -   | -   | -   |

S.28.02.01

Minimum de capital requis – Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

|   | Activités en non-vie           |       | Activités en vie              |  |
|---|--------------------------------|-------|-------------------------------|--|
|   | Résultat MCR <sub>(L,NL)</sub> |       | Résultat MCR <sub>(L,L)</sub> |  |
|   | C0070                          | C0080 |                               |  |
| Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie | R0200                          | -     | 245                           |  |

Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties  
 Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures  
 Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte  
 Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé  
 Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie

|  | Activités en non-vie  |  | Activités en vie  |  |
|--|---|--|---|--|
|  | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation) | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation) |
|  | C0090   | C0100  | C0110   | C0120  |
|  | R0210   |  | -   |  |
|  | R0220   |  | -   |  |
|  | R0230   |  | -   |  |
|  | R0240   |  | 11 644  |  |
|  | R0250   |  |   | -  |

Calcul du MCR global

|                               |       |              |
|-------------------------------|-------|--------------|
| MCR linéaire                  | R0300 | 774          |
| Capital de solvabilité requis | R0310 | 10 746       |
| Plafond du MCR                | R0320 | 4 836        |
| Plancher du MCR               | R0330 | 2 687        |
| MCR combiné                   | R0340 | 2 687        |
| Seuil plancher absolu du MCR  | R0350 | 6 700        |
|                               |       | <b>C0130</b> |
| Minimum de capital requis     | R0400 | 6 700        |

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

|  | Activités en non-vie |       | Activités en vie |  |
|--|----------------------|-------|------------------|--|
|  | C0140                | C0150 |                  |  |
| Montant notionnel du MCR linéaire  | R0500                | 530   | 245              |  |
| Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul) | R0510                | 7 352 | 3 394            |  |
| Plafond du montant notionnel du MCR  | R0520                | 3 308 | 1 527            |  |
| Plancher du montant notionnel du MCR   | R0530                | 1 838 | 849              |  |
| Montant notionnel du MCR combiné   | R0540                | 1 838 | 849              |  |
| Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR                                      | R0550                | 2 700 | 4 000            |  |
| Montant notionnel du MCR   | R0560                | 2 700 | 4 000            |  |